

COMMISSION SPECIALE
RELATIVE AU TRAITEMENT
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS
DE PEDOPHILIE DANS UNE
RELATION D'AUTORITE, EN
PARTICULIER AU SEIN DE
L'ÉGLISE

du

MERCREDI 16 MARS 2011

Soir

BIJZONDERE COMMISSIE
BETREFFENDE DE
BEHANDELING VAN SEKSUEEL
MISBRUIK EN FEITEN VAN
PEDOFILIE BINNEN EEN
GEZAGSRELATIE,
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

WOENSDAG 16 MAART 2011

Avond

La séance est ouverte à 14.31 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.
De vergadering wordt geopend om 14.31 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

Audition de

- Mme Barbara Poppe, représentante du "Vlaamse Jeugdraad" et M. Jan van Santvoet, collaborateur auprès des "Scouts en Gidsen Vlaanderen"

- Mme Annick Hoornaert, présidente de la Commission Consultative des Organisations de Jeunesse et chargée des relations extérieures de l'asbl Les Scouts

Hoorzitting met

- mevrouw Barbara Poppe, vertegenwoordigster van de Vlaamse Jeugdraad en de heer Jan van Santvoet, medewerker van Scouts en Gidsen Vlaanderen

- mevrouw Annick Hoornaert, voorzitter van de "Commission Consultative des Organisations de Jeunesse" en belast met buitenlandse relaties van de "asbl Les Scouts"

La **présidente**: Chers collègues, nous allons débiter et ne plus faire attendre nos invités de cet après-midi. Nous allons commencer avec l'audition de représentants de certaines organisations de jeunesse, notamment des scouts.

Je vais citer les personnes de droite à gauche.

Nous avons Mme Annick Hoornaert, présidente de la Commission consultative des organisations de jeunesse et chargée des relations extérieures de l'ASBL Les Scouts.

Nous avons mevrouw Barbara Poppe, vertegenwoordiger van de Vlaamse Jeugdraad en de heer van Santvoet, medewerker van Scouts en Gidsen, Vlaanderen.

Comme d'habitude, nous allons leur donner la parole et vous pourrez ensuite leur poser vos questions.

Nous allons commencer par Mme Annick Hoornaert.

Annick Hoornaert: Mesdames, messieurs, c'est au titre de présidente de la Commission consultative des Organisations de jeunesse que j'ai été conviée, hier, à participer à cette commission. Étant donné la brièveté de ce délai, je ferai de mon mieux pour vous présenter le fonctionnement de notre secteur. Toutefois, la CCOJ ne m'a pas donné de mandat pour parler au nom de toutes les organisations de jeunesse, puisque ce sujet n'a pas été discuté de manière spécifique en notre sein. Je vais veiller à vous poser le cadre sectoriel dans lequel nous fonctionnons.

On m'a aussi demandé de témoigner de mon expérience en matière de fonctionnement des organisations de jeunesse sur la question du traitement des abus sexuels. En tant que représentante de la Fédération des scouts, je pourrai vous présenter un exemple parmi d'autres, pour tenter de répondre à vos questions et vous montrer comment il fonctionne.

Le secteur de la jeunesse est organisé en deux parties. D'une part, les organisations de jeunesse et, d'autre part, les maisons de jeunes.

Personnellement, je préside un organe d'avis des organisations de jeunes. Nous sommes chargés d'émettre des avis sur les politiques sectorielles. Nous ne travaillons pas, pour le moment, de manière proactive sur toutes les questions, telles que les questions de santé, mais bien sur des questions de budget, de textes réglementaires, etc.

En 2011, ce sont 92 organisations de jeunesse qui sont reconnues par la Communauté française. Les organisations s'adressent à un public majoritairement composé de jeunes de moins de 30 ans et contribuent au développement des jeunes en leur donnant des responsabilités. Notre objectif organisé dans le décret est d'en faire des "CRACS" (Citoyens Responsables Actifs Critiques et Solidaires). La finalité de ces 92 organisations de jeunesse s'inscrit dans cet objectif. Un des principes mentionné dans notre décret est de "s'inscrire dans la Convention internationale des droits de l'enfant", et je cite un extrait de notre décret.

L'ensemble de ces organisations réalise une multitude de projets et travaille sur des sujets très divers. Ça va de projets étudiants, de projets internationaux, de projets de mouvements de jeunesse, des projets avec des jeunes en situation de handicap, etc. Parmi les 92 organisations de jeunesse, où l'on peut prendre des exemples de différents métiers, il y a assez bien de diversité.

Tous les modes d'action, en tout cas des organisations de jeunesse, sont de travailler par les jeunes et pour les jeunes. Parmi ces organisations, un grand nombre d'entre elles, qui sont spécialistes pour travailler avec l'animation d'enfants, sont aussi habilitées organismes de formation. Ceci est inscrit dans le décret des centres de vacances de 2009.

À ce jour, 30 organismes de formation d'animateurs sont habilités. Parmi les sujets qui font partie de la formation des animateurs d'une durée de 150 heures, figurent l'analyse critique du projet pédagogique de l'organisation, l'éducation à la liberté, l'autonomie, la responsabilité, la connaissance des enfants et des jeunes, les droits de l'enfant, etc. Ce sont des contenus de formation qui existent. Ces organismes doivent les suivre, mais chacun est libre d'y consacrer plus ou moins de temps en fonction de ces spécificités et évidemment d'y ajouter les siennes.

Le cadre centres de vacances et le cadre organisations de jeunesse sont des cadres dans lesquels la commission consultative des

organisations de jeunesse s'inscrit et travaille avec les 92 organisations de jeunesse du secteur.

Il m'a également été demandé de témoigner de la manière dont une organisation de jeunesse gère en son sein les cas d'abus sexuels. Je vais le faire via l'organisation de ma fédération, à savoir la Fédération des scouts Baden Powell de Belgique. Je vous invite vraiment à prendre cet exemple en gardant à l'esprit qu'il s'agit d'un exemple parmi 90 autres. Dans ce contexte, nous fonctionnons avec 420 groupes locaux, 44 000 jeunes et 10 000 animateurs. Ces chiffres représentent le fonctionnement de notre fédération.

Je voulais vous rappeler qu'une organisation de jeunesse se doit de protéger les enfants dont elle a la charge et non de se substituer à la justice. Cette mission ne lui incombe pas. Dans mon témoignage, je tiens à souligner que ce que nous avons mis en place pour les abus sexuels, nous l'avons mis aussi en place pour tous les cas de maltraitance, qu'elle soit physique ou morale, même si dans ce cas précis, je peux le spécifier de manière plus appuyée pour les abus sexuels, mais notre priorité est le bien-être de l'enfant de manière générale et que toute réaction et toute sanction valent aussi pour d'autres cas de maltraitance.

En notre qualité d'organisation de jeunesse, que sommes-nous en mesure de mettre en place? Quid de l'information directe des jeunes? Pour plusieurs raisons, nous ne croyons pas à la pertinence de la prévention passant par les enfants directement, je précise dans le cadre de nos missions en notre qualité de Fédération des scouts et ce, pour plusieurs raisons.

Premièrement, nous pensons que ce n'est pas aux enfants de porter la responsabilité des actes des adultes mais c'est aux adultes de les protéger.

Deuxièmement, nous pressentons que ce serait un frein quant à leur développement affectif et sexuel si nous-mêmes, dans nos missions pédagogiques, nous commençons déjà en tant qu'institution directement à communiquer vers les enfants.

Troisièmement, en tant qu'institution le seul canal que nous aurions pour communiquer vers les enfants serait nos revues et notre site internet. Nous nous demandons quel message pertinent nous pourrions y faire passer en sachant que les enfants seraient seuls face à ces lectures. Ils ne trouveraient peut-être pas toujours une personne à qui s'adresser. Si parmi ces lecteurs, il y a des

victimes, ils risquent de se retrouver fort seuls. Ce n'est donc pas un moyen que nous utilisons.

L'information des animateurs nous semble également délicate. Car parmi nos animateurs, il y a sans doute des personnes qui peuvent être maltraitées ou maltraitantes dans leurs occupations de manière générale. Nous pensons qu'ils doivent pouvoir prendre connaissance de toutes les possibilités existantes afin de trouver des informations et avoir recours à des personnes ressources. Nous y consacrons des articles et des dossiers dans nos revues.

Le sujet de la maltraitance est surtout abordé au cours de nos formations. Comme je l'ai dit, un décret organise le contenu de nos formations; la question de la bientraitance y est bien sûr abordée. Nous n'attendons pas de nos animateurs qu'ils fassent de la prévention explicite face à la pédophilie mais nous ne voulons pas leur présenter la maltraitance comme un sujet particulier étranger à notre travail éducatif. Nous voulons traiter ce sujet de manière progressive pour qu'ils se sentent outillés et accompagnés et pour qu'en cas de questions, ils sachent tout à fait bien à qui s'adresser.

Le dernier élément de mon intervention consistera à vous expliquer les principes que nous utilisons pour gérer un problème de plainte dans le cadre d'un abus sexuel.

En amont, dans notre organisation – les scouts – c'est la structure d'animation et de soutien (environ 10 000 personnes) qui nous permet de faire grandir chaque jeune dans toutes ses potentialités. Chaque jeune adulte ou adulte n'agit jamais seul. Ils fonctionnent en staff et ont des responsabilités collectives. Ce fonctionnement nous est propre. Dans chaque fonction, nous sommes invités à ne pas les exercer plus de 6 ans de suite, en tout cas lorsque nous sommes inscrits comme membres de notre mouvement.

En cas de problèmes, notre organisation n'entend agir vis-à-vis de ses animateurs que dans le cadre exigé de nous par la loi. Elle doit porter assistance aux personnes en danger en respectant les obligations légales mais nous ne voulons pas nous porter partie civile contre les animateurs. Ceci est l'affaire des victimes ou des familles des victimes.

En tant qu'institution, nous nous devons de rester présents aux côtés de la section, du responsable adulte, des parents, des victimes pour les accompagner et les soutenir en cas de plainte et

nous invitons les victimes à porter plainte et les soutenons dans leurs démarches.

Lorsque quelqu'un commence à soupçonner un cas de maltraitance au sein de sa section, que le maltraitant soit membre de notre fédération ou non ou qu'un enfant révèle une situation – a priori, on a comme principe qu'il faut le croire et l'accompagner dans ses démarches -, quatre principes doivent présider pour nous à toute démarche.

Le premier sera de ne pas agir seul en tant qu'animateur mais en faire part à d'autres, dans un cercle restreint, pour pouvoir se faire une opinion fondée des craintes et des soupçons que nous pourrions avoir. Ensuite, c'est faire barrage à la rumeur car tant qu'il n'y a pas de certitude, nous avons un devoir de discrétion. Nous ne voulons pas considérer des dénonciations anonymes; nous voulons que chaque personne dans ses questions et dans ses confidences puisse faire son chemin et être accompagnée sans que d'emblée ce soit une question publique que le groupe devra gérer de façon collective.

Si un enfant ou un jeune se confie, l'animateur prévient le jeune qu'il va en parler, qu'il ne peut pas garder cela pour lui. Si un jeune s'est confié à lui, il ne peut pas trahir sa confiance. Il va donc voir avec lui comment vont s'effectuer les démarches suivantes vis-à-vis des parents ou de toute autre personne de confiance. En tout cas, l'animateur ne doit pas garder cela pour lui.

Un quatrième principe en amont de toute action est de nous empêcher d'enquêter nous-mêmes et de transmettre le dossier. Parce qu'il s'agit aussi d'un métier pour lequel nous ne sommes ni formés ni outillés, les animateurs et cadres d'une organisation de jeunesse doivent mettre tout en œuvre pour ne pas avoir à se lancer dans une enquête autour de dénonciations de maltraitance. Pour éviter de s'enliser soi-même et de provoquer certains résultats et dégâts irréparables, on transmet les informations à des spécialistes externes. Un éducateur pour nous n'est pas un enquêteur.

En cas de soupçons, nous agissons en plusieurs étapes. La première consiste à prévenir son responsable adulte. Je parle à nouveau en tant qu'animateur. Il y a toujours un adulte ressource dans chaque groupe local. Ensuite, il faut prévenir son animateur fédéral, la structure fédérale de soutien mais aussi la cellule d'assistance d'urgence qui est accessible 24 heures sur 24, sept jours sur sept pendant toute l'année pour tout

membre et tout animateur. Ces personnes sont des ressources pour aiguiller un staff, la victime et l'abuseur.

Pour les scouts, c'est SOS Enfants qui est notre interlocuteur de référence. Leur expertise est notre première étape. Ce n'est pas notre mouvement qui peut gérer cela lui-même. Nous voulons donc passer directement le relais à des professionnels qui peuvent nous conseiller sur la manière d'accompagner les victimes et se mettre eux-mêmes en contact avec ces victimes. C'est également eux qui vont travailler avec les victimes sur l'opportunité de porter plainte et qui vont les accompagner à cet effet.

Les parents sont également des partenaires, comme pour tout autre problème comme un accident qui pourrait survenir lors d'une réunion ou d'un camp.

Les parents doivent aussi être tenus au courant de confessions qui seraient faites ou de doutes que nous aurions. Si c'est un parent qui est suspecté d'abus, c'est via des professionnels compétents que nous nous orienterons.

En cas de soupçons – je parle ici de très fortes présomptions avec des indices sérieux de culpabilité – qui portent sur un animateur, notre mouvement prendra des mesures de protection. L'animateur sera donc suspendu. Il ne s'agit pas d'une mesure disciplinaire, ce n'est pas une sanction, ce n'est pas une exclusion mais c'est un écartement du mouvement de tout risque potentiel pour ses membres. Cette suspension est spéciale et sera levée quand la justice se sera prononcée.

C'est ce que je disais en amont, nous orientons les victimes vers la justice. Nous allons prendre des mesures de sécurité et quand la justice se sera prononcée, nous levons la suspension. Si la reconnaissance de culpabilité est confirmée par la justice il y aura une exclusion du mouvement. Nous aurons donc pris les mesures nécessaires en amont de toute décision de la justice, qui peut prendre un certain temps.

Mon témoignage a voulu présenter le cadre dans lequel nous nous inscrivons à soutenir toute victime à se tourner vers la justice et d'assurer, dans notre chef, tout l'accompagnement éducatif nécessaire, que ce soit dans la prévention, la formation des animateurs, le suivi éducatif des plaintes, la sécurité des membres et la sanction, si la justice s'est prononcée.

Je vous remercie de votre attention.

Barbara Poppe: Mijn naam is Barbara Poppe. Ik werk voor de Vlaams Jeugdraad en wij zijn het officiële adviesorgaan van de Vlaamse regering voor alle zaken die kinderen, jongeren en hun organisaties aanbelangen. De Vlaamse Jeugdraad is de vertegenwoordiger van alle Vlaamse jeugdwerkorganisaties. Daaronder bevinden zich Scouts en Gidsen, Chiro, alsook tal van andere organisaties. In totaal zijn er een honderdtal van dergelijke jeugdorganisaties actief binnen de Vlaamse Gemeenschap.

De doelstelling van het jeugdwerk bij ons is dat kinderen en jongeren de ruimte moeten krijgen om zich te ontwikkelen tot volwaardige burgers. De jeugdsector wil ze ruimte geven om te kunnen leren en zich te kunnen ontwikkelen. Dat is een belangrijke doelstelling die wij vooropstellen. In die doelstelling hoor je al direct het evenwicht dat wij proberen te zoeken tussen beschermen en verantwoordelijkheid geven en het creëren van ontwikkelingskansen.

Het Vlaams jeugdbeleid is gericht op kinderen en jongeren van drie tot dertig jaar, maar op enkele uitzonderingen na werken de meeste jeugdorganisaties met kinderen en jongeren vanaf ongeveer zes jaar. In een aantal gevallen is die startleeftijd jonger, maar meestal spreken wij over kinderen vanaf zes jaar. De meeste jeugdorganisaties werken wel met jongeren tot dertig jaar.

Vaak komen kinderen op een hele jonge leeftijd terecht in het jeugdwerk en blijven dan ook tot ze jongvolwassenen zijn. Een verantwoordelijke rol krijgen die kinderen vanaf hun zestien tot achttien jaar. Ze krijgen ruimte om verantwoordelijkheid te nemen, om activiteiten te organiseren en om groepen te begeleiden, ook groepen van kinderen. Dat betekent wel dat het leeftijdsverschil tussen leiding en lid in heel veel jeugdorganisaties vrij klein is. Het is niet zo dat het standaard is dat iemand van 35-40 jaar de begeleiding doet van een groep kinderen van 6-8 jaar. Meestal is het leeftijdsverschil iets kleiner. Dat betekent ook dat de relatie tussen lid en begeleider op een ander niveau zit. Het vertrouwen is groot en de groep speelt een heel belangrijke rol.

De essentie van jeugdwerk bij ons is dat het door en voor jongeren gebeurt en dat maakt dat er bij nogal wat organisaties betrekkelijk weinig ouderen actief zijn.

De ouderen die wel actief zijn, hebben meestal een ondersteunende rol, werken als professionele

krachten en zijn dus geen vrijwilligers maar betaalde krachten, zijn freelancers of verzamelen zich in een oudercomité, dat mee de groep vorm geeft. Binnen de jeugdbewegingen zijn er wel proosten en aalmoezeniers actief. Ze zijn verbonden met de Kerk en begeleiden de groep in zingeving en religie.

De jeugdsector is divers, zowel in doelstellingen als in methodologie. We hebben jeugdbewegingen of organisaties die kampen organiseren, waar er een iets langduriger contact is tussen begeleider en lid, maar wij hebben evengoed jeugthuizen en workshoporganisaties, waarbij de contactmomenten tussen begeleider en lid van kortere duur zijn.

De inhoud van de tekst die ik breng, is gebaseerd op diepte-interviews. Er bestaan bij ons geen onderzoeken of studies naar het voorkomen van seksueel misbruik binnen onze sector of toch geen onderzoeken waar wij weet van hebben. Binnen andere onderzoeken kunnen wel een aantal cases opduiken, zoals dat ook geweest is bij het onderzoek dat Peter Adriaenssens voorgesteld heeft.

Er is geen systeem dat klachten en meldingen bundelt en registreert. Wat we wel zien, is dat de organisaties die actief zijn, allemaal een beleid ontwikkeld hebben om om te gaan met klachten van seksueel misbruik of misbruik en geweldpleging, omdat ze dat vaak op hetzelfde niveau behandelden, doch in de procedures een onderscheid maken.

Wanneer we diepte-interviews afdaken, hebben we gezien dat er een groot verschil was tussen situaties waarin de begeleiders een kortdurend contact hebben met de leden en situaties waarin de begeleiders een langdurend contact hebben met de kinderen. Een kortdurend contact is bijvoorbeeld een workshop van drie uur. Daar is het risico veel kleiner en zijn er veel minder tot geen cases die kunnen worden voorgedragen door de organisaties.

Wanneer het gaat over de contactmomenten bij organisaties die kampen of weekends organiseren en een groep vormen die gedurende een heel jaar samen is, is de relatie tussen begeleider en lid veel nauwer en krijgt die ook een andere intensiteit. Daar zien we dat de procedure om hiermee om te gaan toch wel meer doordacht en gestandaardiseerd is.

Ik zal een aantal feiten voorleggen, die voortkomen uit de diepte-interviews, om jullie mee

te nemen in het verhaal. Daarna zal ik stilstaan bij een aantal knelpunten die we te horen krijgen, zoals zaken waar mensen op botsen in de procedure, of de begeleiding die ze krijgen.

Het grote uitgangspunt van de jeugdorganisaties waarmee we gesproken hebben, is het volgende idee: "als het in de samenleving voorkomt, dan komt het ook bij ons voor." We gaan daar niet blind voor zijn. We willen dat niet onder stoelen of banken schuiven. Het komt voor. Er zijn geen cijfers bekend. Er is geen registratiesysteem. Wanneer we echter vragen hoeveel gevallen er wel bekend zijn, wordt dat aangeduid als eerder sporadisch. Men stelt dat het wel voorkomt, maar zeker niet jaarlijks, toch niet de harde gevallen van seksueel misbruik. Op het concept 'harde gevallen van seksueel misbruik' kom ik straks nog terug. Ik ben zelf niet thuis in de perfecte terminologie van voorliggend thema, maar daar komen we later wel op terug.

Wanneer er een klacht binnenkomt, zien we dat er binnen de organisatie altijd een specifiek aanspreekpersoon is, waartoe men zich kan richten, en dat de klacht behandeld wordt binnen de hoogste regionen van de organisatie. Dat doet men om alle discretie te kunnen waarborgen, maar ook om een zo groot mogelijke deskundigheid in de behandeling van de dossiers op tafel te kunnen spreiden.

Er zijn standaardprocedures, maar elke case wordt wel individueel bekeken, zeker omdat de zaken afhankelijk zijn van de context, de plaats van de gebeurtenis, de vraag wie er allemaal bij betrokken is, en de leeftijd van de betrokken personen. Men zet sowieso een externe begeleiding voor het slachtoffer op. Er wordt zelf begeleiding opgezet voor de groep en de belanghebbenden. Met de groep bedoel ik echt de jeugdbeweging op zich, die in een lokale context actief is. De dader wordt ook opgevolgd.

Met betrekking tot de begeleiding van het slachtoffer geven de organisaties duidelijk aan dat ze zich niet deskundig voelen, of niet gemachtigd voelen om die taak op zich te nemen. Ze moeten zichzelf daar ook voor beschermen, omdat de lokale leiders vaak erg jong zijn, maar vanuit een heel groot verantwoordelijkheidsgevoel handelen, en dikwijls de neiging hebben om het slachtoffer te gaan beschermen, en zelf te handelen. Wanneer de koepelorganisaties daar toekomen, wordt er altijd een externe begeleiding opgestart. De externe begeleiding bestaat uit hulpverlening. Het kan de huisarts, het CLB of het vertrouwenscentrum zijn waarbij ze op dat

moment terechtkunnen binnen die lokale context.

De organisaties maken bij de begeleiding ook altijd heel duidelijk dat een juridische klacht indienen een optie is en dat het een goede optie is om te nemen. Zij zeggen dat, maar desgevallend wordt aan de externe dienst doorgegeven of er al dan niet tot een klacht wordt overgegaan en wordt het opstarten van een dergelijke klachtenprocedure begeleid.

Niettemin is het niet altijd gemakkelijk om de klachten scherp te krijgen. Gaat het over een vermoeden of is het echt heel duidelijk? Zijn er feiten? Daarmee worstelen heel wat organisaties. Wat moet ik daarmee doen?

Het uitgangspunt is dat wij het slachtoffer of het vermoedelijke slachtoffer in eerste instantie beschermen. Wij handelen vanuit voornoemd principe.

Inzake het begeleiden van de groep zien wij in de cases die naar voren komen dat slachtoffer en dader dikwijls uit dezelfde groep komen. Dat maakt het moeilijk. Dikwijls – ik zeg wel “dikwijls”, maar onze indruk is dat de gevallen niet erg uitgebreid zijn – is het in de gevallen dat de dader uit de groep komt, bijzonder moeilijk. Dikwijls is hij immers een vriend van de andere leidingploegen, is het misbruik nog niet erg duidelijk en weet de groep ook nog niet erg goed op welke manier zij met het feit moet omgaan. Hij was mijn vriend; ik vertrouwde hem. Nu blijkt dat hij dat heeft gedaan. Wat moeten wij daarmee doen? Hoe moeten wij met de ouders communiceren? Op welke manier moeten wij met de feiten omgaan?

Dus ook de begeleiding van de groep – hoe gaat zij met het voorval om? – is belangrijk. De groep heeft ook heel veel vragen over het slachtoffer zelf. Zal hij of zij lid van onze organisatie blijven? Is het gebeurde onze fout? Hebben wij zaken over het hoofd gezien? Hadden wij vroeger moeten reageren of ingrijpen?

Een derde belangrijk aspect bij de begeleiding is dat ook met de dader moet worden omgegaan. Ter zake geven de organisaties duidelijk aan dat het iemand is die uit de groep komt. Wanneer aan de feiten een veroordeling vasthangt, is het heel duidelijk dat hij een strafbaar feit heeft gepleegd. Er wordt op die basis een sanctie getroffen, ook door de organisatie zelf. De dader wordt dikwijls uit de groep verwijderd of van elk contact met kinderen uitgesloten.

Wat gebeurt echter daarna met de dader? Is er

hulpverlening? Kan hij ergens terecht of niet? Wanneer het over een jong iemand gaat, op welke manier zal er dan mee worden omgegaan? Er zijn ter zake heel veel vraagtekens.

Het voorgaande geeft in grote lijnen de procedure weer die wordt afgelegd. Misschien moet ik ook nog heel kort de knelpunten aangeven.

De organisaties die met dergelijke cases ervaring hebben, geven heel duidelijk aan dat de contacten met de externe organisaties en met de hulpverlening niet altijd positief verlopen. Er zijn twee grote brokken.

Er is, ten eerste, het contact met de politie, wanneer een klacht wordt ingediend. Wanneer de klacht wordt ingediend, wordt dikwijls elke communicatie met de groep stopgezet.

De politie behandelt het dossier wel, maar wanneer er vragen worden gesteld, bijvoorbeeld of de dader al verhoord is of op de hoogte is, wordt daarop geen antwoord meer gegeven, terwijl de dader wel deel uitmaakt van hun vriendengroep en zij hem bijvoorbeeld op café, op straat of binnen de lokale context kunnen tegenkomen. Vaak weten zij niet hoe zij daarop moeten reageren en hoe men daarmee moet omgaan. Moet men hun dat vertellen of niet? Ook over wat er met het slachtoffer gebeurt – zit hij in de hulpverlening, wordt er nog iets verwacht van ons, zullen wij moeten getuigen? – is er weinig communicatie en zijn er veel vraagtekens.

Een tweede, en iets crucialer punt is dat ook het vinden van gepaste hulpverlening niet vanzelfsprekend is. De organisaties weten dikwijls niet tot welke hulpverleningsinstantie zij zich moeten richten. Waar zij terechtkomen, is gebaseerd op persoonlijke ervaringen, contacten met mensen die in het dorp wonen of contacten met de instellingen waarvan zij ooit al eens gehoord hebben, maar het is niet duidelijk tot wie zij zich in eerste instantie moeten richten.

In een aantal gevallen proberen zij het wel, maar soms krijgen zij ook wel de deur op de neus en krijgen zij te horen dat men daar niet mee bezig is. Ze worden doorverwezen. Voor één organisatie is het heel duidelijk dat de eerste contactpersoon de huisarts is, als het over hulpverlening gaat. De andere prefereren vertrouwenscentra, CLB's of CAW's.

Eenmaal de hulpverlening opgestart wordt, wordt het dossier naar daar doorverwezen en wordt de groep daarvan een stuk ontlast, maar ook dan is

er in een aantal gevallen heel weinig communicatie met de groepsleiding. Ook dat wordt als een knelpunt ervaren, omdat dat een ingrijpende gebeurtenis is, waarvoor iedereen zich een stuk medeverantwoordelijk voelt. Een goede communicatie blijkt toch wel essentieel te zijn om met die groep verder aan de slag te kunnen.

Een ander knelpunt – het is meer een vraag en een initiatief dat de sector zelf neemt – is de vraag naar meer deskundigheidsopbouw. Wij zien nu dat er tussen de verschillende organisaties wel een rode draad is in de manier waarop met klachten omgegaan wordt, maar wanneer de deskundigheid die nu al is opgebouwd, gebundeld zou worden, dan zou er op een krachtigere manier met klachten van seksueel misbruik omgegaan kunnen worden. Daarvoor is er een traject opgestart rond seksualiteit, relaties en seksueel grensoverschrijdend gedrag. In dat traject wordt de jeugdsector ondersteund door Steunpuntjeugd in samenwerking met Sensoa. Wat daar onder andere aan bod komt, is de manier waarop men met klachten over seksueel misbruik moet omgaan. Het is een soort van standaardprocedure, inspelend op de knelpunten: kunnen wij geen lijst aanleggen van hulpverlening en hulpvoorzieningen waarbij men sowieso terecht kan wanneer men daarmee in contact komt?

Relaties, seksualiteit en seksueel grensoverschrijdend gedrag nemen sowieso wel een grote plaats in binnen jongerengroepen. Het is vaak bijzonder moeilijk om te oordelen wanneer iets grensoverschrijdend is, en wanneer niet.

We zien dat de druk van de ouders op dat vlak aan het toenemen is. Als de kinderen onder de douche staan, en een jongetje weigert zich te wassen, mag die dan gewassen worden, of laat je die tien dagen vuil op kamp rondlopen? Dat zijn vragen die we ook van ouders krijgen. Ze vragen of we ook mee onder de douche gaan, en of we dan al dan niet onze kleren aanhouden. Dat zijn zaken die binnen dat grensoverschrijdend seksueel gedrag zitten die bijzonder moeilijk zijn, ook voor de jongeren die in de leiding staan, om er een oordeel over te vellen. Hoe moet ik reageren? Is het normaal als een groep jongeren samen masturbeert? Moet ik daar op ingrijpen? Hoe moet ik daarop reageren?

We merken dat de druk extern ook wel heel fel naar voren aan het komen is, en dat er voor een stuk angst meespeelt, vanuit een beschermingsreflex, die zeker ook voor een stuk terecht is, maar die het niet gemakkelijk maakt om

met het thema om te gaan. Ik heb het dan vooral over de vermoedens van seksueel misbruik. Daarbij gaat niet altijd om een gezagsrelatie. Is het bijvoorbeeld grensoverschrijdend indien iemand van 18 jaar een relatie aangaat met een lid van 15 jaar en 6 maanden? Volgens de wet mag dat niet. In sommige groepen zal dat als grensoverschrijdend beschouwd worden, en in andere niet.

Ook dat luik wordt meegenomen in het traject dat de jeugdorganisaties momenteel opstarten, om daar een duidelijker antwoord op te kunnen bieden, maar ook en vooral om op een positieve manier om te kunnen gaan met seksualiteit, ondanks de vele gevallen van seksueel misbruik die in onze samenleving plaatsvinden.

Jan van Santvoet: Ik sluit mij aan bij alles wat Barbara heeft verteld want wij zijn als Scouts en Gidsen Vlaanderen gehoord in wat zij heeft samengebracht, door haar getuigenis die u net heeft gehoord.

Wat ik daar wel aan wil toevoegen is het volgende. Wij zijn een redelijk grote beweging in het Vlaamse jeugdlandschap; wij hebben effectief heel veel schrik gehad in het laatste jaar dat er een storm zou uitbreken van klachten of meldingen over seksueel misbruik uit het verleden, recent of verder terug in de tijd. Die stortvloed is er niet gekomen. Ook vandaag kunnen we nog steeds niet zeggen dat het jeugdwerk via ons in nauw verband wordt gebracht met grensoverschrijdend gedrag. Als er wel een situatie zich aandoet die grensoverschrijdend is, verwijs ik nogmaals naar wat Barbara heeft gezegd.

Eenzijds zullen wij altijd initiatief nemen naar politie of vertrouwenscentra toe, maar wij stoten wel degelijk op die problemen op communicatief vlak. Wat gebeurt er na de terugkoppeling met die doorverwijzing of melding? Dat is inderdaad zeer vervelend naar de lokale groep toe, zowel naar slachtoffer(s), begeleiding en daders.

Voor de rest kunnen wij alleen maar blij zijn dat wij in het traject in de schoot van Steunpunt Jeugd stappen het komende jaar, waarin wij op drie vlakken werk willen maken van jongeren en seksualiteit en hoe wij daar als sector mee moeten omgaan. Het gaat om een algemeen beleid alsook een beleid voor onze jongeren die kinderen en jongeren begeleiden. Ten eerste willen we leeftijd per leeftijd in kaart brengen wat normaal seksueel gedrag is zodat zij een aftoetsing of een kader hebben om te weten

waarover men bezig is.

Ten tweede willen wij een preventief beleid dat beschrijft hoe ze signalen kunnen opvangen of doorspelen als ze iemand verdenken. Want dat is ook juist het probleem. Soms zijn er situaties die de begeleiding doen vermoeden dat er mogelijk iets fout is gebeurd, maar vanaf die stap tot het moment waarop er echt een klacht wordt ingediend is een verschrikkelijk lange en verwarrende weg en daar willen we ook iets aan doen.

Ten derde willen we ook een reactiebeleid hebben. We kiezen er als sector ook heel bewust voor om samen op zoek te gaan naar welk traject afgelegd moet worden en bij wie te rade moet gegaan worden wanneer de telefoon rinkelt of iemand voor de deur staat met een klacht over persoon x of y, zodanig dat we daar zo uniform mogelijk in handelen en zo efficiënt mogelijk klachten kunnen behandelen.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Ik dank u voor uw getuigenis.

Ik wil even ingaan op hetgeen mevrouw Poppe zei op het einde, over het traject dat wordt afgelegd met Sensoa. Ik had al gehoord dat Sensoa daarin wil investeren en begeleiding wil opzetten voor de jeugd en naar het sportmilieu. Wij zullen dit misschien straks horen.

Kunt u iets meer vertellen over het traject met Sensoa? Wanneer is dat begonnen? Is dat recent of is dat al een tijdje bezig? Hoeveel verenigingen doen daaraan mee? Spelen een aantal verenigingen daarop in of is het gericht op een heel breed gamma van verenigingen? Wat houdt dat traject precies in? Mocht u daarover wat meer kunnen vertellen, zou dit interessant kunnen zijn.

Bruno Valkeniers (VB): Mevrouw de voorzitter, ik heb een vraagje voor mevrouw Poppe.

Hebt u er als koepelorganisatie Vlaamse Jeugdraad, die toch tientallen verenigen overkoepelt al aan gedacht om een soort van uniforme gedragscode in het leven te roepen die van toepassing zou zijn op alle aangesloten verenigingen in verband met seksueel misbruik, hoe daarop te reageren, enzovoort? Of is het veeleer elke vereniging voor zich? Wordt er met andere woorden gedacht aan een gedragscode? Wordt die uitgewerkt?

Valérie Déom (PS): Madame la présidente, je remercie également les orateurs pour leur

présentation et leur témoignage.

Je voudrais poser une question à la représentante des organisations de jeunesse francophones.

Madame, vous avez dit que des mesures conservatoires étaient prises par l'organisation en cas de forte présomption, que l'animateur mis en cause était suspendu, mais que vous attendiez, bien entendu, que la justice ait fait son travail pour confirmer ou non la suspension. Qu'en est-il si la victime ne porte pas plainte et que la justice n'a pas l'occasion de se prononcer?

Barbara Poppe: Mevrouw de voorzitter, in antwoord op de eerste vraag over het traject dat Sensoa en Steunpunt Jeugd afleggen, merk ik op dat eigenlijk een aantal organisaties binnen de sector zelf aan Steunpunt Jeugd en Sensoa de vraag heeft gesteld om in dat verband iets te doen. Zij merkten immers dat zij steeds meer worden geconfronteerd met vragen van externe organisaties over seksueel grensoverschrijdend gedrag, seksueel misbruik en gewoon ook seksualiteit en relaties binnen hun groepen.

Het desbetreffende project is recent opgestart, de voorbereidingen zullen 1 jaar lopen. Normaal gezien zouden wij in het voorjaar van 2012 resultaat van het project moeten hebben. De doelstelling is een soort instrumentarium te ontwikkelen, waarmee jeugdorganisaties en hun begeleiders zelf in verband met seksualiteit en relaties aan de slag kunnen gaan. Grensoverschrijdend gedrag, maar net zo goed het omgaan met seksueel misbruik, maken zeker een onderdeel daarvan uit.

Binnen hun instrumentarium leeft nu het idee om het Vlaggensysteem van Sensoa, dat met groene, oranje en rode vlaggen werkt om te duiden of een bepaald gedrag al dan niet grensoverschrijdend is en op welke manier op het gedrag kan worden gereageerd, te vertalen naar een concrete situatie van de jeugdsector. De bedoeling is met concrete voorbeelden te werken, zodat de jongeren die op het terrein actief zijn, een en ander direct begrijpen en direct binnen hun eigen context kunnen plaatsen en ter zake direct een aangrijpingspunt hebben.

Van de organisaties die aan het instrumentarium deelnemen, zijn er een vijftiental die actief aan het instrumentarium meebouwen. Het is evenwel de bedoeling dat het een ondersteuningselement is voor de honderd organisaties die binnen de jeugdsector actief zijn. Het zal dus breed worden verspreid.

Oorspronkelijk bevindt het traject zich onder de vleugels van Steunpunt Jeugd. Bij voornoemd Steunpunt werd echter ook wel aangevoeld dat ter zake meer deskundigheid en expertise nodig waren. Daarom werd Sensoa aangesproken, dat zeker bereid was om in het traject mee te stappen.

Het antwoord dat ik heb gegeven, biedt deels ook al een antwoord op de vragen die u hebt gesteld. Er is momenteel geen uniforme gedragscode. Er zal echter wel naar worden gestreefd, zij het niet als iets dat te ondertekenen is en door iedereen moet worden uitgedragen. Er komen echter wel ondersteuningselementen, zodat de lokale groepen, maar ook de koepelorganisaties, actief rond het thema aan de slag kunnen gaan. Dat is één aspect.

Ten tweede, wij vertrekken altijd van het Kinderrechtenverdrag, dat universeel en minder concreet is, zeker voor de lokale groepen. Het legt echter wel de grote principes van onze werking bloot.

Annick Hoornaert: Pour répondre à votre question, il est clair qu'en tant que groupe, nous soutenons la famille et la victime dans ses questions, quant à sa place dans le groupe et son positionnement. C'est avec les conseils de SOS Enfants que l'on poursuit le soutien. C'est lui aussi qui nous conseille quant à l'opportunité de porter plainte ou non. C'est sur cette base que nous agissons en tenant compte du choix de la victime et de sa famille. En tout cas, tout cas est différent. C'est la raison pour laquelle je ne peux pas m'exprimer quant aux choix que nous serions appelés à prendre. Mais il est clair que l'enjeu est de prendre des dispositions pour que le groupe puisse continuer à bien fonctionner. S'il s'agit d'un conflit de personnes, nous devons le gérer. Mais il n'est pas question que l'on prenne position par rapport à un comportement d'un abuseur qui fait l'objet d'une plainte qui n'est pas déposée auprès de la justice. Nous ne prenons pas de décision de suspension en cas de doute. Mais il faut que les personnes soient bien dans le groupe et que le reste du groupe soit bien....

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Ik zou eigenlijk een gelijkaardige vraag willen stellen aan de twee Nederlandstaligen en de vertegenwoordiger van de Jeugdraad.

Gebeurt het ook dat de organisaties zelf klacht neerleggen? Het kan gebeuren dat de feiten zich voordoen zonder dat het slachtoffer of de ouders van het slachtoffer zelf klacht neerleggen, terwijl

de organisatie of de jeugdleiders eigenlijk wel beseffen dat er iemand een potentieel gevaar vormt voor kinderen, ook al wordt die persoon uit de organisatie gestoten. Wat is jullie houding daarin? Zetten jullie zelf de stap naar de politie? Of heeft die situatie zich nog niet voorgedaan?

Barbara Poppe: Ik zal direct het woord doorgeven aan de heer van Santvoet. Ik krijg daarover geen signalen.

Wat wel duidelijk is, is het feit dat de organisaties zelf een onderscheid maken tussen misbruik dat plaatsvindt binnen en buiten de groep. Het misbruik waarmee ze geconfronteerd worden, en dat plaatsvindt buiten de groep, is eigenlijk ook wel bestaande. Indien ze signalen krijgen van de kinderen zelf die op kamp zijn en duidelijk maken dat ze een probleem hebben, en hun verhaal vertellen, wordt er doorverwezen naar hulpverlening. Daar zal de zaak verder afgehandeld worden.

Wat betreft misbruik binnen de eigen organisatie, kan ik zeggen dat ik daar niet zo een goed zicht op heb. Naar mijn mening kan de heer van Santvoet daar misschien beter op antwoorden.

Jan van Santvoet: Eerst en vooral wil ik zeggen dat die situatie zich inderdaad zeer weinig voordoet.

Er zijn echter inderdaad wel een aantal gevallen bekend, waarbij we weten dat er voorlopig geen zaak aanhangig is gemaakt bij Justitie, en waarbij we de bal naar ons teruggekaatst voelen worden. Dan rijst de vraag hoe we daar als koepel mee om moeten gaan. Als we naar het verleden kijken, blijkt dat dat echt afhankelijk is van situatie tot situatie. Het is effectief al gebeurd dat we zelf daarmee verdere stappen ondernemen naar andere instanties, omdat we anders schrik hebben dat er geen gehoor meer aan wordt gegeven, of dat er geen opvolging is. Als het contact met bijvoorbeeld een vertrouwenscentrum vlot verloopt, en als men naar ons degelijk communiceert over de stappen die men aan het nemen is, dan kan dat voor ons soms ook voldoende zijn. Dat is dus situatiegebonden.

Daphné Dumery (N-VA): Ik heb twee kleine vragen.

U zei dat er geen registratiesysteem bestaat. Denkt u erover er een op starten?

Een tweede vraag betreft de diepte-interviews. Hoeveel respondenten waren er en zijn er plannen

om een wetenschappelijk onderzoek aan te vragen of op te starten?

Barbara Poppe: Er is momenteel geen registratiesysteem of althans niet één registratiesysteem waar alle koepelorganisaties de klachten registreren. Er zijn daarvoor verschillende redenen. Sowieso heeft dat deels te maken met het garanderen van de anonimiteit. Het is niet altijd eenvoudig een onderscheid te maken tussen klachten en ondersteuningsvragen. Dikwijls komt er een klacht binnen die lijkt op een ondersteuningsvraag maar waarvan achteraf pas blijkt dat het een klacht is. Het gebeurt ook vaak dat algemene vragen eigenlijk over concrete personen en situaties gaan. Het is dus bijzonder moeilijk voor hen om dat te registreren.

Voor zover ik weet, zijn er ook geen plannen om daar één registratiesysteem van te maken. Ik weet dat een aantal organisaties wel heil zien in één meldpunt. Zij vragen zich af of er niet zo'n centraal meldpunt nodig is waar slachtoffers naartoe kunnen gaan, en of dat ook niet opgericht moet worden buiten de sector als overkoepelend orgaan, eventueel werkzaam voor verschillende sectoren.

Wat betreft het wetenschappelijk onderzoek. Voor zover ik weet plannen wij niet om dat op te starten. Het uitgangspunt blijft dat wij positief willen zijn rond seksualiteit en relaties. De sector vindt het ook belangrijk die thema's positief te blijven benaderen om ruimte te geven aan jongeren om zich seksueel te kunnen ontwikkelen. Dat betekent ook dat zij een aantal grenzen zullen aftasten en dat er soms grensoverschrijdend gedrag zal optreden. Wij plannen bovendien geen onderzoek omdat wij niet de indruk hebben dat dat fel aanwezig is. We willen handelen via het traject dat we nu op poten hebben gezet, zodanig dat we als er zich zaken voordoen we daar op een goede en positieve manier op kunnen reageren.

Daphné Dumery (N-VA): Ik vroeg ook nog hoeveel respondenten u had.

Barbara Poppe: Mijn excuses. Wij hebben nu een vijftiental organisaties bevroegd waarvan er een tiental het opportuun vonden om dieper in te gaan op de vraag.

Wij hebben ervoor gezorgd dat wij soorten organisaties hadden, contacten met workshoporganisaties, waar het contactmoment korter is tussen begeleider en lid en dan de jeugdbewegingen, een aantal andere kamporganisaties, de jeugdhuisfederatie

enzovoort.

Jan Van Santvoet: Ik wil nog iets zeggen over klachten die binnenkomen en het registreren daarvan. Het viel mij zelf op toen ik bij Scouts en Gidsen Vlaanderen begon dat de registratie van klachten in het algemeen, dat hoeft echt niet alleen over seksueel overschrijdend gedrag te gaan, niet echt gebundeld of gecentraliseerd werden. Daar hebben wij het laatste jaar een methode voor uitgedacht om dat per categorie op te volgen, zodat het ons op korte termijn veel duidelijker zal worden: inzake verkeersveiligheid zijn er zoveel problemen of klachten en op het vlak van seksueel overschrijdend gedrag zit het zo.

Wij zullen niet aarzelen om dat instrument in de sector te delen, zodat wij sneller van elkaar weten waar wij staan op het vlak van probleem x of y.

La présidente: Madame Hoornaert, en ce qui concerne l'enregistrement des données, y a-t-il une perspective par rapport à l'enregistrement centralisé de toutes les plaintes et de tous les cas?

Annick Hoornaert: À ce stade, étant donné que cette question n'a pas du tout été abordée de manière sectorielle, il n'y a, à ma connaissance, pas de travail collectif. Au sein de notre fédération, il y a un suivi de tout appel de nos services d'assistance, afin d'établir des liens entre les personnes qui seraient victimes ou elles-mêmes sujettes à des plaintes ce, afin d'établir des liens aussi entre des personnes qui viendraient s'inscrire dans un groupe et ensuite dans un deuxième groupe. Pour cela, nous devons assurer un suivi en interne.

La présidente: Certes, il y a parfois du "shopping" de certaines personnes qui pourraient abuser, c'est-à-dire qu'elles vont dans un secteur, où elles se font repérer sans qu'il y ait réellement plainte. Donc, elles vont ailleurs, elles circulent un peu partout. C'est ce qui préoccupe aussi parfois la commission. Lorsqu'une plainte est portée envers un animateur ou autre, elle est quand même enregistrée? Avec son nom?

Annick Hoornaert: Non!

La présidente: Vous dites qu'il faut effectivement faire attention, parce que, parfois, elles se tournent vers un autre mouvement, un autre groupe. Elles changent d'unités, elles changent de sections. Dans ce cas, il y a peut-être danger effectivement avant qu'il y ait réellement poursuite

d'un individu, mais que cet individu avait été montré du doigt par l'un ou l'autre jeune, n'irait-il pas facilement vers un autre mouvement de jeunesse?

Annick Hoornaert: En interne, nous suivons les informations sur les membres. Tout membre qui, à un moment donné, détient une information sur lui est informé. Il y a eu une plainte. Quelle que soit la suite qui y a été réservée, il sait que cette information circule en interne. Donc, aucune information n'est cachée. Aucune fiche n'est tenue secrète. Ces données sont confidentielles, bien entendu, par respect pour la vie privée. Par contre, si un mouvement de jeunesse, une autre maison de jeunesse nous posent une question en rapport avec cette personne, nous pouvons établir des liens. En tout cas, ces données sont secrètes et nous ne ferons aucune publication de celles-ci. Nous ne voulons pas qu'un cas dans un groupe puisse porter préjudice à la personne si, en plus, cela ne s'est pas avéré effectif.

La **présidente:** Y a-t-il d'autres questions? (*Non*). Alors je vais remercier les trois personnes qui sont venues témoigner de la logique de leur secteur.

Chers collègues, nous allons suspendre nos travaux jusque 16 heures. Nous auditionnerons alors des représentants du secteur du sport.

La réunion publique de commission est suspendue de 15.22 heures à 16.05 heures. De openbare commissievergadering wordt geschorst van 15.22 uur tot 16.05 uur.

Audition de

- **M. Jord Vandenhoudt, collaborateur politique au service du "Team Medisch Verantwoord Sporten" du Département Culture, Jeunesse, Sport et Média de la Communauté flamande**

- **M. René Hamaite, directeur général du sport en Communauté française (anciennement ADEPS)**

- **MM. Cyriel Coomans et Thierry Zintz, vice-présidents du Conseil d'administration du Comité Olympique et Interfédéral Belge (COIB)**
Hoorzitting met

- de heer **Jord Vandenhoudt, beleidsmedewerker bij het Team Medisch Verantwoord Sporten van het Departement Cultuur, Jeugd, Sport en Media van de Vlaamse Gemeenschap**

- de heer **René Hamaite, directeur-generaal van Sport in de Franse Gemeenschap (vroeger ADEPS)**

- de heren **Cyriel Coomans en Thierry Zintz, ondervoorzitters van het Belgisch Olympisch**

en Interfederaal Comité (BOIC)

La **présidente:** Chers collègues, nous allons procéder à une dernière audition, que j'appellerai le secteur du sport en général. Pour ce faire, j'accueillerai tout d'abord M. René Hamaite, directeur général du sport en Communauté française, autrement dit l'ADEPS. Nous entendrons les deux vice-présidents du COIB, MM. Thierry Zintz et Cyriel Coomans, ainsi que M. Jord Vandenhoudt, beleidsmedewerker bij het team Medisch Verantwoord Sporten van het departement Cultuur, Jeugd, Sport en Media van de Vlaamse Gemeenschap.

Je présume que vous allez chacun nous faire un petit exposé, à la suite duquel les députés poseront des questions.

Nous commencerons l'audition avec les deux vice-présidents du COIB.

Thierry Zintz : Mesdames, messieurs, en notre qualité de représentants du COIB, nous suggérons que l'un d'entre nous s'exprime au nom des deux et que le deuxième complète éventuellement. Je suis le francophone de l'équipe.

Ik zou het in het Nederlands kunnen doen, hoewel mijn moedertaal Frans is. Ik doe het liever in het Frans om precies te zijn.

Le Comité Olympique et Interfédéral Belge est évidemment concerné par la problématique qui vous occupe depuis un certain nombre de mois.

Cette problématique a donné lieu dans le chef du COIB à la prise d'un certain nombre d'initiatives vers différentes parties en Belgique ainsi qu'à une réflexion quant au fond.

En premier lieu, nous avons considéré qu'il était important d'avoir une concertation avec des personnes qui s'occupent de façon professionnelle de la problématique des relations avec nos enfants et avec les plus jeunes. Dans ce contexte, nous avons eu un certain nombre de contacts et initié un travail avec Child Focus.

Par ailleurs, en tant qu'organe olympique, nous avons eu des contacts avec les ministères des Sports des deux Communautés, avec les ministres en charge de la Jeunesse des deux Communautés, et avec le ministère de la Justice.

Enfin, de façon très pratique, avec nos fédérations membres, nous avons eu des échanges de

courriers afin notamment qu'elles nous informent des initiatives qu'elles auraient pu prendre. En effet, un certain nombre de fédérations sportives au niveau communautaire comme au niveau national ont pris des initiatives dans ce domaine.

Il est important également – et j'en arrive ici au fond de la problématique – de considérer que les a priori du genre "pas chez nous" n'existent pas. Il est évident que le monde du sport est un miroir de la société et, ce faisant, comme d'autres sous-mondes de ladite société, il est touché par les phénomènes qui font l'objet des analyses qui sont les vôtres.

Pour nous, il s'agit surtout de nous poser la question d'une analyse des risques et de la nature de ces derniers. Nous travaillons dans une relation d'entraîneurs-entraînés et, dans ce contexte, des dilemmes éthiques et des problématiques se posent de façon évidente.

Face à cette identification et face à cette démarche de collaboration avec les parties que j'ai évoquées précédemment, il y a évidemment matière à essayer de donner des fondements à une action dans le monde du sport. Ces fondements existent. Ils existent au niveau international, parce qu'un certain nombre de pays – en particulier les pays anglo-saxons – ont pris des initiatives dans le domaine. Mais aussi - et je pense que vous avez eu l'occasion d'auditionner le professeur Vanden Auweele – parce qu'un certain nombre d'initiatives ont été prises par ce que j'appellerais un organisme international agissant dans le monde du sport, qui est le Panathlon.

Nous pensons qu'en termes d'actions, sur base de ces codes d'éthique ou de gouvernance ou de conduite, qui sont bien évidemment en évolution permanente, au vu des évolutions que l'on constate dans notre société, il y a matière à avoir des actions dont nous ne pensons pas qu'elles devraient être spécifiques au monde du sport. Nous pensons, en effet, que si la problématique est une problématique de société, elle ne se limite pas à un des secteurs de la société, mais les concerne tous. De telle sorte qu'en termes de moyens à donner aux victimes pour pouvoir s'exprimer, il nous semble qu'il nous faut, certes, des référents dans le monde du sport, mais faut-il aller les chercher au sein des fédérations? Est-ce au sein des clubs? Est-ce au niveau local? C'est à préciser. Dans un certain nombre de fédérations, ces référents existent actuellement, mais nous n'avons ni la capacité, ni la compétence pour intervenir auprès des victimes, pas plus qu'auprès

de ceux qu'à défaut d'un meilleur terme, j'appellerais les prédateurs. Nous n'avons pas les moyens d'agir juridiquement.

Il nous semble essentiel, dans ce contexte, qu'au-delà des référents que nous pouvons mettre en place dans le monde du sport, il y ait des points de contact professionnels, qui seront, selon nous, en mesure de déférer (le terme est lourd de sens, mais il a sa pleine signification) ce genre de problématique à ceux qui sont compétents, pour y apporter les éventuelles sanctions ou, du moins, pour analyser les situations telles qu'elles sont.

En tout cas, en tant que Comité olympique et interfédéral belge, nous voudrions nous positionner en partenariat avec les autres partenaires du monde du sport - BLOSO, ADEPS, au niveau des Communautés -, ligues et fédérations sportives, pour avoir une démarche de proactivité en matière d'attitude à adopter vis-à-vis de ces situations.

Cyriel Coomans: Voorlopig heb ik daar niets aan toe te voegen.

Gezien het kader van het sportlandschap in België is het voor ons belangrijk dat elke actie zou moeten gebeuren in samenwerking met de andere actoren in Vlaanderen en Wallonië. Sport is een gemeenschapsmaterie en wij als Olympisch Comité zijn de tussenpersoon tussen de internationale en de nationale federaties. Het voornaamste in de sportwereld gebeurt in de liga's, dus in Vlaanderen en Wallonië. Wij hebben een rol te vervullen. Wij zullen die ook vervullen. Wat wij vooral kunnen doen, is dat wat op internationaal niveau al bestaat, doorsluizen naar de andere actoren, de liga's, onze vrienden in Vlaanderen en Wallonië. Dat is wat ons betreft hetgeen wij bedoelen wanneer we spreken over het doorgeven van informatie.

René Hamaite: Madame la présidente, mesdames et messieurs les députés, avant d'aborder la question qui a justifié cette invitation, permettez-moi de rappeler les grands piliers du fonctionnement de la Direction générale du Sport du ministère de la Communauté française, mieux connue sous le nom ADEPS – c'est important pour la suite –, grands piliers qui contribuent à la promotion de la pratique du sport et qui oeuvrent à son succès incontestable auprès du public et des milieux concernés.

À savoir, l'ADEPS est une administration du Sport fortement déconcentrée, composée d'une administration centrale et de services extérieurs

répartis sur tout le territoire de Wallonie et de Bruxelles, à savoir 18 centres sportifs, 6 centres du conseil du sport et 2 dépôts de matériel et de promotion.

Ses missions vont du sport pour tous, des campagnes de promotion, de l'organisation d'événements, des points verts (les fameuses marches ADEPS) au sport de très haut niveau: le soutien aux athlètes via des contrats de travail ou des bourses individuelles, les subventions aux fédérations sportives, etc., en passant notamment par l'initiation sportive et le perfectionnement sportif dans le cadre des activités de nos centres sportifs.

Le troisième pilier est l'organisation d'événements sportifs. Nous sommes l'organisateur du Trophée des communes sportives, du Sport Défi Famille, du Rhéto Trophée, du Sport Sans Limites, etc.

Dans ses activités, l'ADEPS accueille chaque année non seulement des adultes, mais aussi majoritairement des dizaines de milliers d'enfants (plus de 30 000 rien que pour les stages ADEPS d'été).

Quelques chiffres viennent compléter et illustrer mon propos. L'ADEPS emploie 570 agents permanents et plus ou moins 1 500 moniteurs occasionnels, essentiellement pendant les vacances scolaires. La pratique organisée du sport en Belgique francophone regroupe plusieurs centaines de milliers de personnes, dont un pourcentage important de jeunes.

Ce constat reflète la réalité de l'activité sportive en Belgique francophone, pratiquée par un pourcentage significatif de mineurs. Ces derniers sont les potentielles victimes de faits de harcèlement moral ou sexuel. En effet, par leur manque de maturité, leur caractère influençable, ils sont davantage susceptibles de subir des faits de harcèlement moral et/ou sexuel.

Ce danger est encore amplifié lorsque le mineur se trouve sous la responsabilité et l'autorité d'un adulte. Là où se côtoient adultes et jeunes, des situations d'enfants victimes d'agression sexuelle peuvent exister. Mais je tiens à souligner que la problématique de harcèlement sexuel dans ce cas n'est nullement liée exclusivement au milieu sportif. En effet, toutes les activités sportives, mais aussi culturelles, de loisir ou scolaires, sont potentiellement concernées.

À ce titre, loin de minimiser ou de nier les problèmes liés au harcèlement moral ou sexuel

sur les jeunes dans le sport, le directeur général que je suis tient à dire que l'ADEPS ne constitue pas le réceptacle premier et naturel des éventuelles plaintes relatives à des cas de maltraitances, d'attouchements ou de viols sur mineurs, probablement le plus souvent déposées – et c'est très bien ainsi – entre les mains de la police ou des clubs sportifs locaux. D'ailleurs, plus de 80 % des pratiquants sportifs le font tout au long de leur vie sans avoir aucun contact avec leur fédération sportive ou encore moins avec la direction générale du Sport.

Pour sa part, la direction générale du Sport apporte une attention particulière à la sécurité des jeunes qui fréquentent ses activités.

À ce titre, j'aimerais attirer votre attention sur deux points essentiels qui concernent le champ de compétence de la direction générale du sport.

Premièrement, le sport en Communauté française est organisé sur une base volontaire. Les autorités publiques n'interviennent, en conséquence, qu'à titre de pouvoir subsidiant. Nous n'organisons pas le sport, ce sont les fédérations qui organisent le sport, au contraire d'autres pays comme la France, par exemple, où l'État organise le sport et délègue cette organisation aux fédérations. Il s'en suit que, mises à part les activités organisées directement par l'ADEPS, la responsabilité de la Communauté française se limite à vérifier si les conditions d'octroi des subsides fixées par les textes légaux et réglementaires ont bien été respectées par les opérateurs.

Aussi, il convient très clairement de faire une distinction entre, d'une part, les activités sportives qui sont organisées dans le cadre de l'ADEPS sous ma responsabilité et la responsabilité de mes services et, d'autre part, le sport organisé et régi par les différents clubs et fédérations sportifs sur lesquels l'ADEPS n'exerce aucune tutelle directe et à propos desquels on ne peut lui imputer, nous semble-t-il, aucune responsabilité du moins directe. En effet, en ce qui concerne les fédérations ou clubs sportifs, ceux-ci disposent de leur propre règlement d'ordre intérieur et gèrent les éventuels problèmes en leur sein sans en référer à l'ADEPS.

Comme exposé en ce qui concerne les fédérations et les clubs sportifs, l'ADEPS ne dispose d'aucune donnée relative à cette problématique. Les services de la médiation de la Communauté française que j'ai interrogés n'ont enregistré aucune plainte à ce sujet. Par ailleurs, les services du délégué aux droits de l'enfant de la

Communauté française ne disposent d'aucune statistique précise en matière sportive. Interrogés par mes soins, ils font état de deux dossiers de harcèlement ou plus exactement de pression subie par des jeunes sportifs en matière de transfert d'un club vers un autre. Il s'agira, dans ce cas, de harcèlement moral plus que sexuel.

Une deuxième chose que je voulais vous dire a trait à la communication des informations. Les services de police sont habituellement les premiers informés des faits rapportés par des enfants ou par leur entourage et sont donc les premiers à intervenir. Les dirigeants de clubs ou des responsables d'infrastructures sportives où se déroulent les activités des clubs sont en général informés ou avertis dans un second temps. L'ADEPS étant souvent la dernière informée d'éventuels faits de ce type, souvent par la presse d'ailleurs, ne peut que rarement intervenir en première ligne. À cet égard, les seuls cas dont je me souviens avoir eu connaissance durant ma carrière, presque 35 années maintenant, sont des cas qui ne concernaient pas des activités organisées directement par l'ADEPS. Deux concernaient des attouchements sexuels d'entraîneurs dans des clubs. Un autre cas impliquait un directeur d'un centre sportif, convaincu d'actes pédophiles mais en dehors de son milieu professionnel. Enfin, la plainte d'un jeune enfant qui a donné lieu à une enquête de police, cette enquête ayant conclu à une affabulation volontaire et reconnue par cet enfant.

Quelles sont les actions préventives au sein de l'ADEPS pour nos activités? Dans le cadre de l'organisation de ces nombreuses activités, la direction générale du Sport est pleinement consciente de ses responsabilités envers les jeunes qu'elle accueille. L'ADEPS a donc déjà mis en place une série d'actions préventives pour assurer la sécurité des jeunes qui participent à ses activités. Au sein de notre direction générale, nous distinguons deux axes principaux en matière de prévention: un axe administratif et un axe fonctionnel.

D'un point de vue administratif, pour tout recrutement, qu'il s'agisse d'un emploi permanent ou occasionnel (même un moniteur qui ne viendrait qu'une semaine dans nos centres ADEPS) pour quelque type de poste que ce soit, pédagogique ou non, il est exigé un extrait de casier judiciaire modèle 2, comme le prévoient la circulaire d'application de la loi – je vous passe les détails de la loi car vous la connaissez bien mieux que moi – et l'article 4 de l'arrêté d'exécution du 10 juin 1991 spécifiant que le collaborateur

occasionnel doit être de conduite irréprochable. Ce document est scanné dans le système informatique de l'ADEPS. Il suit la personne tout au long de sa carrière.

Quant à l'aspect fonctionnel, il vise à sensibiliser et à avertir chaque personne amenée à travailler avec des enfants et des adolescents afin d'assurer la protection de ceux-ci et d'intervenir judicieusement en prévention de toute situation à risque. Pour atteindre cet objectif, les directeurs de nos centres sportifs sont chargés de donner les instructions nécessaires à chaque membre du personnel en contact avec le jeune public.

Ces consignes tiennent compte de l'environnement du centre sportif concerné, des modalités d'organisation du travail, du type d'activités et des fonctions des agents concernés. Ils ne sont, par conséquent, ni uniformes, ni systématiques.

Voici quelques exemples de consignes que l'on donne à nos moniteurs:

1. Les moniteurs ne peuvent jamais intervenir dans les vestiaires du sexe opposé.
2. Toute intervention dans les vestiaires, dans une chambre ou dans un bureau de moniteur doit être faite à deux moniteurs ou, si c'est impossible, en veillant à toujours laisser la porte ouverte.
3. Les filles et les garçons sont logés à des étages distincts, sous la surveillance d'un moniteur du même sexe.
4. Les jeunes moniteurs sont briefés. Il leur est rappelé que toute relation intime avec une ou un stagiaire mineur est interdite, même si la différence d'âge est minime.
5. Pour les stages " Aventure", l'accent est mis sur l'engagement de moniteurs des deux sexes et aucune intervention dans les tentes des stagiaires n'est autorisée.
6. Les moniteurs doivent toujours prévenir avant d'entrer dans une chambre.

Ce sont des choses que j'ai reprises dans le règlement et qui sont communiquées à nos moniteurs.

Le cas de plaintes individuelles. Quel que soit le niveau de vigilance mis en place, le risque zéro n'existe pas, nous en sommes bien conscients. À ce jour, sur des dizaines de milliers de mineurs qui transitent chaque année dans les infrastructures de l'ADEPS, seul un nombre limité de plaintes a été enregistré ces vingt dernières années.

Certains de nos centres ont été confrontés à cette problématique dans le cadre de leurs activités (je

dispose des cas, si vous le souhaitez). Dans la plupart des cas, il s'agissait de moniteurs masculins ayant pénétré dans des chambres de jeunes filles ou encore d'un rôdeur extérieur qui tentait d'entrer en contact avec des jeunes filles. Deux cas d'attouchements par des moniteurs occasionnels ont été avérés dans deux de nos centres. Cela pour ces vingt dernières années.

La procédure en cas d'abus. La direction générale n'a pas de procédure spécifique pour gérer ce type de faits, si ce n'est l'obligation de prévenir immédiatement:

- les services de police ou le ministère public, selon l'article 29 du Code d'instruction criminelle qui impose à tout fonctionnaire qui a connaissance d'un crime ou d'un délit d'en informer le procureur du Roi du lieu de l'infraction;
- la famille de la victime;
- l'administration centrale, la direction générale.

Dès que cette dernière est informée de comportements inadmissibles ou d'autres fautes graves, la hiérarchie se rend immédiatement sur les lieux et auditionne les personnes concernées. Si des faits avérés ont été commis par des membres de notre personnel, s'en suivent des sanctions au niveau du contrat de travail. Pour le personnel permanent, le licenciement pour motif grave est immédiatement notifié, mais cela n'a jamais eu lieu ces trente dernières années, au moins en matière de harcèlement. Pour le personnel occasionnel, le licenciement pour motif grave est notifié et, grâce à son éviction du système informatique, aucun engagement ultérieur du harceleur, dans aucun des autres centres ADEPS et d'autres services de la direction générale ne sera encore possible.

L'aide aux victimes. Actuellement, il n'y a pas de procédure spécifique mise en place au sein de nos services, relative à l'aide aux victimes. Dans notre ministère, nous avons aussi les services de l'aide à la jeunesse au sein de la Communauté française. Il s'agit des SAJ et des SPJ qui peuvent intervenir, le cas échéant. Toutefois, lorsque les services de police interviennent, les victimes peuvent souvent bénéficier d'une antenne psychologique et/ou médicale.

Les actions futures. Il est clair que nous avons été sensibles à la problématique et que nous envisageons toute une série de choses.

En tant que directeur général de l'ADEPS, je suis soucieux de contribuer à prévenir toute atteinte à la dignité de l'enfant quelle qu'elle soit, exercée dans le milieu sportif ou non.

L'enjeu est de favoriser une action globale et transversale entre tous les services de la Communauté française, tous domaines et services confondus pour la création et la mise en place de mesures adéquates communes et complémentaires applicables à tous les intervenants en contact avec des jeunes.

En effet, étant donné que toute activité impliquant des mineurs peut être sujette à cette dérive, chaque milieu associatif, professionnel où évoluent des enfants et/ou des adolescents, à savoir en ce qui concerne la Communauté française l'enseignement, les divers loisirs, culturels ou autres, les mouvements de jeunesse, etc., est par conséquent visé par la question.

Dans ce cadre et sur l'exemple de plusieurs pays qui ont élaboré diverses publications accessibles d'ailleurs sur internet, l'ensemble des mesures élaborées devraient être adoptées dans le cadre d'une politique commune de prévention et d'intervention en matière d'agression sexuelle sur mineur.

Ces mesures à appliquer par et pour l'ensemble des milieux associatifs et/ou professionnels pourraient s'articuler autour des pistes suivantes:

- élaborer et diffuser un code d'éthique sur les valeurs à respecter au sein de chaque organisme,
- informer et sensibiliser les membres de chacun de ces organismes aux questions d'agressions sexuelles,
- mettre en place des modalités de filtrage des membres du personnel,
- établir des procédures à suivre en cas de situations problématiques,
- soutenir les membres du personnel dans l'application de ces mesures,
- compléter la formation de tout le personnel pour leur permettre d'intervenir adéquatement auprès des jeunes en matière d'agressions sexuelles,
- avoir des règlements généraux permettant de suspendre ou d'exclure un membre de l'organisme à l'occasion d'une situation d'agression sexuelle,
- superviser les activités et établir des règles pour l'hébergement et le transport des jeunes,
- instaurer un numéro vert d'assistance pour les victimes au niveau de la Communauté française,
- organiser une campagne de publication et de diffusion générale de cette politique en matière d'intégrité physique et de mesures créées pour contrer les agressions sexuelles via un affichage, une brochure, etc.

Comme dit précédemment, la direction générale

du sport applique à ce jour certaines de ces mesures dans ses centres sportifs tels que l'établissement de règles en matière d'hébergement, l'établissement de règles en matière de comportement du personnel d'encadrement, l'éloignement définitif des membres du personnel d'encadrement reconnus comme auteurs de comportements inappropriés.

D'autres mesures pourraient venir compléter cela, comme par exemple:

- l'ajout dans notre charte sport-éthique d'un chapitre spécifique avec des points précis relatifs à la protection des enfants,
- l'ajout à la formation de nos moniteurs sportifs - nous avons en charge la formation des moniteurs sportifs - d'un module visant à attirer leur attention sur les risques ou situations problématiques liés à l'encadrement des jeunes dont ils sont responsables,
- l'uniformisation des consignes applicables dans toute l'infrastructure et lors de toute activité organisée par la direction générale du sport.

Pour terminer cette intervention, je vous informe que suite à la requête de M. le ministre Antoine en charge des Sports à la Communauté française, mes services ont lancé une procédure de marché public afin qu'une étude universitaire visant à évaluer l'étendue du problème en Wallonie et à Bruxelles soit réalisée dans les prochains mois. Le marché pour attribuer cette étude est actuellement lancé. C'est une étude comparable à celle qui a été faite par le KUL il y a quelques années.

Madame la présidente, mesdames et messieurs les députés, je vous remercie de votre attention.

La **présidente**: Je vous remercie pour toutes ces informations.

Jord Vandenhoudt: Mevrouw de voorzitter, dames en heren, ik ben Jord Vandenhoudt van het departement Cultuur, Jeugd, Sport en Media. Ik pik even kort in op wat de mensen van het BOIC ook gezegd hebben. Een onderliggende boodschap die moet meegenomen worden vandaag is ook dat de sportsector in Vlaanderen op zich eigenlijk zeer divers is. Men kan dat niet bekijken als één organisatie: dat is een structuur met verschillende facetten, verschillende onderdelen, verschillende niveaus.

Binnen de Vlaamse Gemeenschap heb je ook verschillende structuren, verschillende instanties die zich met dat sportbeleid bezighouden: het departement Cultuur, Jeugd, Sport en Media is één instantie, je hebt het Bloso, maar daarnaast

heb je ook nog bijvoorbeeld de gemeentelijke en provinciale sportdiensten, je hebt ook de schoolsport en zo meer. Dat is een heel belangrijk aspect om mee rekening te houden. Er is eigenlijk geen instantie die over dat hele plaatje van die sportsector een zicht heeft, ook omdat er op verschillende niveaus allerhande sportinitiatieven kunnen ontwikkeld worden die vaak los staan van al dan niet erkende sportfederaties of gemeentelijke initiatieven, laat staan dat het past binnen door het IOC erkende sportfederaties die bij het BOIC aangesloten zijn.

Een ander element waarmee rekening moet worden gehouden is dat de sportsector gedragen wordt door vrijwilligers. In heel wat initiatieven wordt er met erkende en gekwalificeerde trainers gewerkt wordt, maar in de kleinere sportinitiatieven in de buurt om de hoek wordt er toch vaak beroep gedaan op vrijwilligers die vandaag de dag ook moeilijker en moeilijker te vinden zijn.

Het tweede punt. Het feit is wel dat ik hier vanuit mijn functie of vanuit mijn rol spreek van op een zekere afstand van de sportsector. De mensen van het BOIC zitten korter bij de eigenlijke sportsituatie. Vanuit de administratie medisch verantwoord sporten zitten we daar toch een stukje verder af. Ik heb toch eens een rondvraag proberen te doen bij verschillende instanties binnen de Vlaamse sportsector om te kijken in hoeverre er daar meldingen, vragen, problemen rond seksueel misbruik naar boven zijn gekomen. De problemen binnen de Kerk zijn nu toch al meer dan een half jaar actueel. Ik heb een keer een rondvraag gedaan. Een organisatie die belangrijk is in Vlaanderen is het Vlaams bureau voor sportbegeleiding die eigenlijk voorziet in een officiële tewerkstelling voor sportleraren. Daar heeft men ook geen enkele vraag of melding tot op heden geregistreerd.

Er zijn wel bepalingen opgenomen in het arbeidsreglement, omdat men daar voorziet in een tewerkstelling voor sportleraren en trainers. In het arbeidsreglement heeft men dus wel bepalingen en de functie van een vertrouwenspersoon opgenomen.

Ik verwijs bij wijze van voorbeeld naar een sportfederatie, namelijk de triatlonfederatie en meer bepaald de topsportwerking. Daar bestaat een gedragscode voor stafmedewerkers, die bijvoorbeeld bepaalt dat seksueel ongewenst gedrag steeds onaanvaardbaar is en dat men als leerkracht-opvoeder betrokken moet zijn met zijn pupil of degene die men traint, maar dat men

zeker afstand moet houden ten aanzien van die atleten. Dat is een voorbeeld van een gedragscode. Binnen de sportfederaties zijn er natuurlijk nog meer. Straks kom ik ook nog terug op een ander voorbeeld.

Ook binnen de provincies – er is een rondvraag gedaan bij de provinciale sportdiensten – heeft men geen weet van meldingen of vragen rond seksueel ongewenst gedrag. Ook daar verwijst men, maar dat is dan meer voor hun interne werking, naar bepalingen in het arbeidsreglement die te maken hebben met seksueel ongewenst gedrag op het werk of met pesten.

Ik kan zelf, vanuit mijn functie, niet spreken namens Bloso, het Agentschap Sport van de Vlaamse administratie, maar ik heb toch ook een aantal zaken uit hun werking vernomen of opgevraagd. Ik wil u die niet onthouden. Ook bij de Vlaamse trainerssschool heeft men geen meldingen of klachten ontvangen omtrent seksueel ongewenst gedrag. Binnen de basisopleidingen van de Vlaamse trainerssschool wordt er natuurlijk aandacht besteed aan ethische aspecten. In de kwalificaties van trainers komen die zaken ook wel aan bod.

Als wij kijken naar de topsportwerking, zowel binnen het departement als binnen Bloso, dan heeft men geen vragen of meldingen omtrent seksueel ongewenst gedrag. Men heeft wel weet van een situatie waarbij het toch nodig gebleken was om de overeenkomst met een trainer in het kader van het topsportprogramma te beëindigen. De feiten die eraan voorafgingen betroffen blijkbaar – zij hebben dat ook maar vernomen, zij waren daarbij niet rechtstreeks betrokken – het uiten per brief van gevoelens van een trainer ten opzichte van de atleet of de topsporter die hij begeleidde. Vanuit de topsportstructuur wordt er ook niet gewerkt met gedragscodes of richtlijnen. Zij verwijzen natuurlijk naar de rol van de desbetreffende sportfederaties om dat op te nemen.

Een item is bijvoorbeeld dat trainers in de topsportschool slechts gesubsidieerd worden in zoverre ze beschikken over bijvoorbeeld een pedagogisch diploma. Niet zomaar iedereen kan trainer worden.

Er zijn in Vlaanderen 91 erkende sportfederaties. Dat is een heel breed en divers spectrum van sportfederaties. Ik heb die lijst bij me. U kan die ook op de website van Bloso raadplegen. Enkele voorbeelden zijn de Vlaamse tennissfederatie, de Vlaamse zwemfederatie, dat zijn de grotere

federaties. Sinds 2011 is er bijvoorbeeld ook het verbond van Vlaamse speleologen erkend. Ik wil u maar zeggen dat de sportsector een heel breed en divers landschap heeft.

Binnen de afdeling subsidiering heeft men ook geen weet van meldingen van, of vragen omtrent ongewenst seksueel gedrag. In het decreet van 13 juli 2001 omtrent de sportfederaties is er een bepaalde erkenningsvoorwaarde. Er is dus een hele lijst van criteria waaraan een sportfederatie moet voldoen om erkend te worden. Dat is eigenlijk een vorm van kwaliteitscertificaat dat men dan krijgt. Een van die criteria om erkend te blijven als Vlaamse sportfederatie is dat men in de werkingsstatuten en het reglement moet bepalen dat men de bepalingen inzake het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en het Internationaal Verdrag betreffende de rechten van het kind moet onderschrijven. Dat is uiteraard zeer algemeen.

Ook binnen de Bloso-sportkampen wordt er aandacht besteed aan dat item. Men heeft daar ook nog geen vragen, meldingen of klachten rond seksueel ongewenst gedrag geregistreerd. Er zijn toch twee belangrijke punten die ik wil aanhalen. Ook die Bloso-sportkampen staan onder de leiding van gekwalificeerde lesgevers. Die moeten bepaalde getuigschriften en bepaalde diploma's kunnen voorleggen, of bepaalde cursussen binnen de Vlaamse trainerssschool doorlopen hebben. Trainers kunnen na overleg geweerd worden door de Bloso- centrumverantwoordelijke en de sporttechnische coördinatoren, indien zich bepaalde problemen zouden voordoen.

Binnen de provincies heeft men geen weet van meldingen van seksueel ongewenst gedrag. Bij het overkoepelend orgaan, namelijk het Vlaams Instituut voor Sportbeheer en Recreatiebeleid, ofwel het ISB, heeft men ook geen meldingen, klachten of vragen omtrent seksueel ongewenst gedrag ontvangen.

Dan zullen we even kijken naar de organisatie waar ik deel van uitmaak, namelijk het team Medisch Verantwoord Sporten van het departement Cultuur, Jeugd, Sport, Media.

We hebben het decreet op de medisch en sinds 2009 ook ethisch verantwoorde sportbeoefening. Artikel 7 van het decreet medisch verantwoorde sportbeoefening stelt dat de sportverenigingen de medisch verantwoorde sportbeoefening voor de sporter moeten bewaken en waarborgen. Ten tweede moeten ze de omstandigheden en toestanden die negatief inwerken op de fysieke

integriteit en het psychisch welzijn van de sporter voorkomen en bestrijden door doelmatige initiatieven en gepaste maatregelen. Men kan dat doen door met de regering of een overkoepelend orgaan van sportverenigingen samen te werken en initiatieven en maatregelen uit te vaardigen.

Sinds 1 januari 2009 is er in de Vlaamse Gemeenschap ook een luik rond sportethiek van kracht. Dat is dan natuurlijk ruimer dan de problematiek rond seksueel misbruik. De fysieke en psychische integriteit van het individu is een van de zes thema's die door de Vlaamse regering zijn uitgedragen en waarrond een aantal richtsnoeren zijn uitgevaardigd. De erkende Vlaamse sportfederaties moeten sinds 1 januari van dit jaar verplicht werken rond die thema's.

Om een idee te geven van de richtsnoeren die onder het item "fysieke en psychische integriteit van het individu" zijn verzameld, volgen er hierna een aantal: de persoonlijke integriteit van de leden beschermen; het integer handelen van haar begeleiders en bestuurders stimuleren of structurele maatregelen nemen om problemen, ongewenst gedrag en klachten te melden en te registreren.

Men heeft in september vorig jaar de thema's en richtsnoeren moeten kiezen. Het blijkt dat 10% van de erkende sportfederaties heeft aangegeven rond dat thema te werken. Daarnaast is het belangrijk in deze context dat 30% van de federaties heeft aangegeven te gaan werken rond het thema "rechten van het kind in de sport". Daarbij kan dan extra aandacht gaan naar het pedagogisch-ethisch verantwoord omgaan met jongeren binnen de sportclubs. Binnen dat thema kan ook de Panathlonverklaring over ethiek in de jeugdsport verder uitgewerkt worden. Die verklaring dateert ondertussen al van 2004. Heel wat sportfederaties hebben die ondertekend, maar ze uitten de bekommernis dat ze niet weten in hoeverre de sportclubs zelf die verklaring hebben ondertekend en er ook effectief mee aan de slag gaan.

De bedoeling van het beleid "Ethisch verantwoord sporten" is dat wij goede voorbeelden uit de sportsector kunnen verzamelen, dat wij een soort van benchmarking en peer review kunnen organiseren, dat wij goede praktijken uitwisselen, dat we creatieve ideeën de kans kunnen geven om te groeien, dat wij kleinere federaties, die misschien over minder middelen en mensen beschikken, ook goede voorbeelden kunnen aanreiken.

Misschien belangrijk voor jullie om nog even als achtergrondinformatie mee te geven, twee van de zes thema's heb ik al vernoemd. Daarnaast kunnen de sportfederaties nog werken rond inclusie, diversiteit, solidariteit en fairplay. Gewoon om even de idee te geven.

Omtrent de uitwerking van dat beleid zijn ondertussen ook reeds heel wat initiatieven genomen. Zo heeft er op 27 april van vorig jaar een workshop plaatsgevonden met de sportfederaties, georganiseerd door de Vlaamse Sportfederatie vzw en het Internationaal Centrum voor Ethiek in de Sport vzw die specifiek rond het seksueel grensoverschrijdend gedrag handelde. De Vlaamse Sportfederatie heeft ook reeds heel wat initiatieven genomen rond communicatie, hetzij via hun ledenblad, hetzij via workshops of andere fora.

De Vlaamse Sportfederatie heeft ook reeds contacten gehad met Sensoa om ter zake preventieve acties te ontwikkelen en ook contacten met het meldpunt in Nederland dat specifiek voor de sportsector bestaat. Ik kan daarover straks misschien nog iets meer zeggen.

Het is zo dat wij in Vlaanderen met het Bloso, de Vlaamse Sportfederatie, het kabinet van Vlaams minister van Sport Philippe Muyters, en dat Internationaal Centrum voor Ethiek in de Sport vzw - dat is een organisatie die ontstaan is vanuit Panathlon, de Bond voor Lichamelijke Opvoeding vzw en de Universiteit Gent onder andere; de grote trekker hiervan was en ik wil toch ook nog even hulde brengen aan die persoon, wijlen professor dokter Marc Maes, een heel belangrijke partner in dit verhaal, al een aantal initiatieven hebben genomen om te komen tot een aantal voorstellen die op dit moment op tafel liggen bij het kabinet van de minister.

Eenzijds gaat het om een beleidsplan omtrent het ethisch verantwoord sporten, waarin een aantal doelstellingen en een kader worden geschetst. Specifiek rond het punt van een meldpunt doet onze administratie ook een aantal voorstellen. Ik kan natuurlijk vanuit mijn functie niet op de grond van de zaak ingaan. Feit is echter wel dat in onze regelgeving nergens is vastgelegd waar een sporter eventueel terecht zou kunnen met vragen en klachten rond, enerzijds, gewone, algemene, ethische problemen en, anderzijds, seksueel, ongewenst gedrag of seksueel misbruik.

Wij zijn ook met het Kinderrechtencommissariaat in overleg getreden. Het heeft een aantal standpunten ter zake geformuleerd. Ons

standpunt is – wij delen ter zake de mening van het Kinderrrechtencommissariaat – om geen apart meldpunt voor seksueel misbruik in de sport op te richten, maar wel te voorzien in een vorm van doorverwijspunt, dat binnen een algemener meldpunt voor de sport zou vallen, om algemene, ethische klachten te behandelen. Ons standpunt is om de problematiek van het seksueel misbruik in gezagsrelaties en de hulpverlening ter zake over te laten aan de professionele hulpverlening, die er momenteel al binnen meer welzijnsgerelateerde hulpverleningskanalen is.

In voornoemd verband is het belangrijk te verwijzen naar een actualiteitsmotie van enkele maanden geleden, die volgde op een actualiteitsdebat in het Vlaams Parlement. In voornoemde motie is door het Vlaams Parlement duidelijk gesteld dat aan de Vlaamse minister voor Welzijn moet worden gevraagd om binnen de CAW's verder werk te maken van de versterking van een meldpunt voor seksueel misbruik.

Bovendien delen wij de mening dat er voor de sportsector een rol open ligt, met name om op communicatie, sensibilisatie en toeleiding van de burger-sporter naar de gepaste hulpverlening in te zetten, om ervoor te zorgen dat de sportsector beschikt over voorbeelden van gedragscodes, richtlijnen en preventieve instrumenten, maar ook didactische instrumenten, waarmee bijvoorbeeld binnen de sportclub aan de slag kan worden gegaan, om bepaalde stappenplannen, flow charts en videomateriaal te hebben, die dan kunnen worden gebruikt in preventiebeleid rond, enerzijds, seksueel misbruik en, anderzijds, andere, ethische problemen die zouden rijzen.

Ik wil nog even teruggrijpen naar het beleid inzake ethisch verantwoord sporten. De Vlaamse Zwemfederatie heeft bijvoorbeeld gekozen voor het thema “rechten van het kind” en ook voor “fysieke en psychische integriteit.” Eén van de actiepunten voor 2011-2012 is het installeren van een meldpunt voor klachten over ongewenst gedrag en zo meer. Dit wou ik u nog even meegeven.

Dit jaar loopt er een onderzoeksproject ad hoc van de KUL bij het Steunpunt Cultuur, Jeugd en Sport binnen het departement, dat specifiek zal werken aan de promotie van het fysiek, psychisch en sociaal welbevinden van jongeren in Vlaamse sportclubs. Het item seksueel ongewenst gedrag zal een element zijn van dat onderzoek. Daarbij zal een round-up worden gemaakt van de situatie in de Vlaamse sportsector ter zake. Welke beleidsaanbevelingen kunnen er gedaan worden?

Waar zitten de goede voorbeelden? Enzovoort. Ook aan seksueel ongewenst gedrag zal er in dat onderzoek aandacht besteed worden.

Naar aanleiding van een communicatieactie die wij in het najaar 2010 deden over ethisch verantwoord sporten hebben wij het sportbeleid in de verf gezet. In de eerste plaats wilden wij de sportfederaties aanspreken. Die sportfederaties moeten natuurlijk tot het niveau van de clubs geraken met hun acties. Aan die communicatieactie was een online-enquête gekoppeld. Wij hebben daarin in extremis toch nog een aantal vragen over seksueel misbruik kunnen opnemen.

Sta mij toe in de eerste plaats te zeggen dat dit absoluut geen wetenschappelijk onderzoek was. Er waren wel 185 respondenten. De respondenten kwamen vanuit verschillende takken van de sportsector, en ook vanuit verschillende rollen: trainer, clubbestuurder, beleidsmedewerker, en zo meer.

Op de vraag “Hebt u zelf of uw organisatie ondersteuning nodig om gevallen van ongewenst seksueel gedrag of seksueel misbruik te behandelen en te verwerken?” antwoordde 4,32 % positief. Op de vraag “Bent u zelf reeds geconfronteerd met seksueel ongewenst gedrag of hebt u weet van gevallen van seksueel ongewenst gedrag binnen uw organisatie?” antwoordde 3,78 % positief.

De derde vraag is een belangrijke vraag, ze heeft een belangrijk resultaat, vinden wij persoonlijk. Op de vraag “Hebt u nu reeds voldoende zicht op welke hulpverleningskanalen er zijn of waar er ongewenst seksueel gedrag kan worden gemeld?” antwoordt een duidelijke 60% van de respondenten negatief. Daaruit concluderen wij en dat nemen wij ook mee in de voorstellen die we momenteel aan het uitwerken zijn, dat een belangrijke opdracht ligt in de toeleiding van en de duidelijke communicatie naar de burgersporter. Het gaat over informatie en sensibilisatie over waar men met meldingen of klachten terecht kan.

Als men even een onderzoek doet naar wat er reeds bestaat aan hulpverleningskanalen, en niet alleen rond seksueel misbruik, dan stelt men toch vast dat daar een heel ruim spectrum aanwezig is. We stellen vast dat er een probleem is omtrent wat men bijvoorbeeld verstaat onder toelaatbaar of ontoelaatbaar gedrag. Dat is niet voor iedereen duidelijk. Ik kan dat misschien illustreren met een ietwat banaal voorbeeld binnen de relatie tussen een trainer en zijn gymnasten. Als die gymnasten

een goede oefening doen, kan er misschien al eens een tik op de bil volgen om te zeggen “goed gedaan”. Moest diezelfde situatie zich echter voordoen in een klassituatie, tussen een leraar en een leerling, dan merken we dat wat we verstaan onder ‘toelaatbaar gedrag’ serieus verschilt naargelang de situatie.

Natuurlijk is er ook het feit hoe die sporter of sportster dat gedrag ervaart. Voor een bepaalde sporter zal die tik op de bil geen probleem zijn, een andere sporter zal daar misschien wel problemen mee hebben. Dat is dus ook iets wat we in het achterhoofd moeten houden als we daarrond willen gaan werken.

Voor ons als overheid en op politiek vlak ligt er zeker een rol klaar, namelijk om klaarheid te scheppen in het kluwen van hulpverleningskanalen die er reeds zijn, ook binnen Welzijn. Er zijn de centra Algemeen Welzijnswerk, die hun rol inzake seksueel misbruik aan het versterken zijn. Er is ook Childfocus, dat onlangs haar meldpunt ‘seksueel misbruik’ uitgebreid heeft. Er zijn ook, daar verwees ook het Kinderrechtencommissariaat naar, Vertrouwenscentra Kindermishandeling, maar naar ik begrepen heb, maar misschien hebben jullie daar al meer informatie over gekregen, situeren die centra zich voornamelijk op het terrein van intrafamiliaal geweld en misbruik. Er kan dus altijd bekeken worden in hoeverre we niet méér kunnen inzetten, maar dat is binnen de welzijnsmaterie, en in hoeverre dat misschien opengetrokken kan worden.

Belangrijk ook, dat is ook wel gezegd hier door de collega's naast mij: naast het reactief optreden moet er ook proactief, preventief gewerkt worden, bijvoorbeeld rond preventie-instrumenten, draaiboeken, didactisch materiaal. Maar dat heb ik daarstraks al vermeld.

Nog heel even ter informatie iets vermelden over bijvoorbeeld een element dat in het Verenigd Koninkrijk aanwezig is in het sportbeleid, maar dat hier in Vlaanderen bij mijn weten niet aanwezig is. Daar wordt gewerkt met een document dat hier te vergelijken is met het uittreksel uit het strafregister, het vroeger bewijs van goed gedrag en zeden. Ik heb in het verleden nog gewerkt op de personeelsdienst van het toenmalig departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur. Bij de aanwerving van opvoeders of leraars voor de gemeenschapsinstellingen, dus Mol en Ruislede, moest na de selectie van bepaalde kandidaten de betrokken kandidaat aan de personeelsdienst een bewijs van goed gedrag

en zeden model 2 voorleggen. Ik heb vernomen dat ook in het Verenigd Koninkrijk binnen de sportsector dergelijke maatregel in voege is, waarbij dus van trainers die men in dienst wil nemen, een uittreksel uit het strafregister, door het Criminal Records Bureau, kan aangevraagd worden.

Gisteren toevallig kwam er een nieuwsbrief binnen waar ik mij op ingeschreven had waarbij er daar toch ook in Engeland een nieuwe discussie ontstaan is omdat daar een verstrenging aan de gang is rond bijvoorbeeld de privacywetgeving. Men zou ook daar het feit dat men zo'n uittreksel zou kunnen opvragen willen beperken.

In het verleden is door professor Vanden Auweele verwezen naar het meldpunt in Nederland dat dus nu denk ik al meer dan 10 jaar actief is rond specifiek seksueel misbruik in de sport. Twee belangrijke punten ook om mee te geven daarrond is dat zij ook werk maken van het aanbieden van bijvoorbeeld gedragscodes, instrumenten om preventief beleid te voeren naar de sportsector. Een ander punt is ook dat men in Nederland toch ook aan het bekijken is om dat meldpunt, dat dan specifiek voor de sportsector ontstaan was, open te trekken naar een ruimer aanbod van sectoren, dat men een beetje ruimer gaat kijken dan enkel die sportsector.

Ik denk dat ik hiermee ook mijn bijdrage voorlopig kan afsluiten. Mochten er vragen zijn van de commissieleden, dan beantwoord ik die graag.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Ik dank u voor uw toelichting. Een rode draad doorheen vele gegevens die ons zijn meegedeeld, is dat men altijd het antwoord “wij hebben geen gegevens of feiten, wij hebben van niets kennis” krijgt, als men bij sportclubs navraag doet. Vandaag verschenen er twee berichten in de pers: een over een veroordeling van een atletiektrainer in Turnhout en een over een proces in Gent over een voetbaltrainer uit Destelbergen, waartegen 37 maanden is gevorderd. Die berichten zijn beide vandaag verschenen.

Het verwondert mij dat men van niets weet, als er een rondvraag wordt gedaan bij de sportclubs of verenigingen van sporttrainers. Ik ga even terug naar het rapport van professor Vanden Auweele, waarnaar al verschillende keren verwezen werd. Hij heeft het hier voorgesteld. De resultaten waren verbazend. Hij zegt dat hij daarmee op pad gegaan is naar de sportclubs, maar dat hij bijna overal op gesloten deuren is gebotst. Niemand nam hem of de problematiek ernstig of wou er iets

mee doen.

Het is nu bijna een jaar geleden dat de zaak-Vangheluwe is uitgebarsten. Ik merk nog niet veel verandering. De sense of urgency, het besef dat er ook een probleem zou kunnen zijn in sportclubs – wij moeten het ook niet overroepen – is er niet. Hier en daar zijn er echter wel ernstige problemen. In Destelbergen zouden 24 kinderen misbruikt zijn, door één trainer. Merken jullie dan niets? Is er geen evolutie in het gedrag of in de manier waarop men dat probleem wil aanpakken?

Ik hoor dat Sensoa wordt ingeschakeld. Wij hebben dat ook gehoord bij de jeugdsector. Ik meen dat dit een goede zaak is. Wat zal er gebeuren? Ik richt mij tot de mensen van het BOIC, maar iedereen mag erop antwoorden. Welke initiatieven zullen er worden genomen om de sportclubs en -federaties te activeren om zaken te registreren en bij te houden en om een politiek te voeren? Ik heb namelijk de indruk dat er niets beweegt. Misschien vergis ik mij. Ik zou graag jullie standpunt daarover horen.

Renaat Landuyt (sp.a): Toevallig daarop aansluitend, wil ik in ieder geval ook de heer Vandenhoutd bedanken voor zijn grondig studiewerk. Ik zou inderdaad ook verwijzen naar de persberichten van vandaag. Ik wil een puntje aanhalen.

Indien je de vaststelling maakt dat er twee keer, zowel in Oost-Vlaanderen als in Limburg, een probleem is met een trainer, waarbij het niet om een klein probleem gaat, dan rijst de vraag welke instantie daar nu rekening mee moet houden. Dat is een beetje onze zoektocht. Wat garandeert bijvoorbeeld dat die sportliefhebbers in de hele brede zin niet verder na hun straf, of tijdens hun straf, een hobby kunnen uitoefenen? Welke reactiemiddelen bestaan er in de sector, waarvan u hebt gezegd dat ze heel divers is, ik zou bijna zeggen zo divers als de Kerk? Het is in ieder geval een beetje onze zoektocht hoe we daarop moeten reageren. Welke suggestie kan u daaromtrent doen?

Ten tweede, maar ook aansluitend bij het voorgaande, is het enerzijds naar mijn mening een beetje onrustwekkend ten opzichte van het BOIC dat men het probleem afdoet met als argument dat men de spiegel van de maatschappij vormt. Anderzijds verwijst men positief naar professor Vanden Auweele, die juist zegt dat men niet van een spiegel van de maatschappij mag spreken, maar dat sectoren misschien gevoelig zijn voor het probleem. Anders uitgedrukt, zoals professor

Adriaenssens in het slot van zijn rapport heeft gezet: “De gevaarlijke mensen zijn wellicht in andere sectoren dan de Kerk hun weg aan het zoeken.” Vandaar onze interesse in die andere sectoren. Vandaar dat ik toch een beetje ongelukkig ben indien met het probleem afschuift door zich te beroepen op het idee van de spiegel van de maatschappij.

Mijn grotere bezorgdheid betreft echter de rol van het BOIC, indien u zegt dat u een soort van transfer bent van communicatie van hetgeen internationaal gebeurt en de nationale sportfederaties, die dan soms nog eens per Gemeenschap georganiseerd zijn. Kunnen jullie als BOIC inhoudelijk nooit voorwaarden stellen aan de federaties? Indien dat wel kan, waarom dan ook niet met betrekking tot voorliggend thema?

Bruno Valkeniers (VB): Ik wil een beetje verdergaan met de bedenkingen van mijn collega's, waarmee ik het eens ben. Wat ik hier daarjuist heb gehoord, is dat er geen meldingen zijn. Het is een woord dat verschillende keren is gevallen. Dat kan vier dingen betekenen. Dat betekent ofwel dat men overkoepelend, over de verschillende sportfederaties, organisaties en gemeenschappen heen, geen gegevens heeft. Dat zou op zich al een spijtige zaak zijn. Een tweede mogelijkheid is dat het niet gebeurt. Dat zou mij ten zeerste verwonderen. Indien men de pers van vandaag leest, dan ziet men dat het wel degelijk gebeurt. Een derde mogelijkheid is dat die zaken direct hun weg vinden naar het gerecht en naar de instanties waar zij hun weg moeten vinden. Dat zou de ideale wereld zijn. Sta mij toe om daar ook aan te twifelen. De vierde mogelijkheid is dat het gebeurt, maar dat het voor het grootste deel onder de oppervlakte blijft. Wij riskeren dus dat het vroeg of laat zal uitbarsten zoals het de jongste jaren en maanden is uitgebarsten in de Kerk.

Wat is het volgens u? Welk van die vier mogelijkheden is het nu volgens u? Zijn er geen meldingen of moeten wij hier vandaag alleen maar horen dat er geen meldingen zijn?

Daaraan gekoppeld een tweede punt. Ik heb de indruk dat men wel wil langs de kant van de federaties en de sportorganisaties met gedragscodes en dat men wel preventief wil optreden, maar dat de verscheidenheid, het grote palet van de sportwereld een verhinderende rol speelt. Ik heb het dan absoluut niet over het feit dat dit een gemeenschapsmaterie is en er dan toch nog ergens zoiets bestaat als een Belgisch

Olympisch Comité. Ik ga u daarover vandaag mijn mening niet geven. Dat is niet aan de orde. Door die verscheidenheid en de diaspora komt de wil, die er misschien wel is, niet tot uiting in actieve maatregelen. Wat is daaraan te doen?

Siegfried Bracke (N-VA): Mevrouw de voorzitter, ik dank de vier heren voor hun bijdrage.

Ik zou me toch ook willen aansluiten bij wat door een aantal voorgangers is gezegd. Ik blijf namelijk ook op mijn honger en stel samen met hen de contrasten vast die er zijn tussen wat professor Vanden Auweele ons heeft aangebracht enerzijds, en wat u zegt anderzijds. U ontkent aan de ene kant wat de eerste spreker de "pas-chèz-nous" heeft genoemd, maar aan de andere kant zijn er eigenlijk ook geen meldingen. Ik zou willen aandringen op enige duidelijkheid.

Is er wat u betreft bijvoorbeeld nood aan een meldpunt of niet? Het kan best zijn dat u vaststelt dat er al veel meldpunten zijn en dat Childfocus ter zake ook een rol speelt. Dan is de bijkomende vraag echter wat u doet om mensen in voorkomende gevallen te verwijzen naar die instanties?

Hebt u behoefte aan zo een charter dat in Engeland common practice is? Enige duidelijkheid is in het belang van iedereen, dus verontschuldig mij voor de volgende woorden, maar mijns inziens baden uw antwoorden in een sfeer van "we zijn ermee bezig, we zullen er eens aan denken, we willen geen specifieke sportinitiatieven, omdat u juridisch niet kunt optreden". Dat wordt van jullie natuurlijk helemaal niet gevraagd. Daarvoor bestaan er andere instanties. Het is echter wel uw verantwoordelijkheid. De kans dat een aantal mensen die het niet goed voor hebben met kinderen, hun actieterrein verplaatst hebben van kerken, internaten en scholen naar sportterreinen en sportclubs is niet denkbeeldig.

Ik zou dus willen aandringen dat u vanuit uw verschillende benaderingen tot duidelijkheid komt omtrent dat meldpunt, het charter en over de sense of urgency. U geeft de indruk er wel mee bezig te zijn maar u lijkt evengoed te zeggen dat vooral nog geen resultaten verwacht mogen worden. "Pas-chèz-nous" is wat blijkt uit het verhaal over de praktijk, terwijl u theoretisch gesproken ook wel weet dat niemand dat kan zeggen.

La **présidente:** Child Focus nous a dit qu'un travail débutait mais nous ne savons pas très bien de quoi il s'agit.

Nous avons aussi entendu un policier ayant l'habitude de recueillir les plaintes des enfants abusés et donc victimes. Celui-ci nous a dit qu'il avait essayé de commencer, tout comme Child Focus, à travailler avec des clubs de football et les fédérations de football. Ils ont eu pour toute réponse une fin de non-recevoir total.

Comparaison n'est pas raison. Dans nos vestiaires, il n'y a pas d'homosexualité; dans nos vestiaires il n'y a pas d'abus sexuels. Je pense que, dans notre société, nous n'en sommes plus là. On souhaiterait que le sport évolue avec la société en ouvrant simplement les yeux comme mes collègues l'ont dit.

J'ai un peu remis en cause l'étude de M. Vanden Auweele car scientifiquement je ne pense pas qu'elle soit très pointue. Il n'empêche que dans tous les pays, on nous a rapporté qu'il y avait quand même un taux élevé d'abus sexuels dans le domaine du sport. Cette délinquance existe dans tous les pays. Nous sommes en droit de nous poser la question en Belgique. On croit toujours en Belgique que rien n'arrivera jusqu'au moment où il y a des révélations. Chaque pays travaille de cette manière-là.

Quel est votre travail actuel avec Child Focus? Que peut réellement imposer la hiérarchie du COIB, de manière sûre et claire, aux clubs ou aux fédérations? Par exemple, la signature de la charte ou la création d'un point de contact?

Apparemment, au niveau de l'ADEPS, de la Communauté française, les contrôles sont très avancés dans les activités. Il y a un modèle 2, de la formation, des plaquettes, etc. Que peut imposer parallèlement la Communauté française là où elle n'organise pas le sport?

Votre processus pourrait-il être imposé à tout le monde, c'est-à-dire à tous les clubs sportifs, les fédérations sportives, les activités sportives, aux bénévoles? Peut-on demander à un bénévole un modèle 2?

René Hamaite: Je pense que si une loi l'imposait, oui, nous pourrions l'imposer à tous les clubs, etc. mais vu le nombre de bénévoles qui oeuvrent dans le monde du sport, c'est énorme, c'est très mouvant. J'y serais favorable. Nous l'avons fait chez nous avec 1 500 moniteurs par an. Certes, les proportions sont plus faciles. Il s'agit plus d'une conscientisation. Il faut considérer l'ensemble des domaines. Pour les clubs qui adhèrent à la charte éthique, c'est clair! Mais on ne saura jamais savoir

dans un club si on place l'inspecteur derrière la porte du vestiaire ou sur les bancs chaque année. Il est impossible de mettre un inspecteur de l'ADEPS dans tous les clubs.

En permanence, lors de chaque réunion des fédérations, nous le rappelons, car je suis d'accord avec ce que la plupart des députés ont dit, il n'y a pas de raison que le sport ne soit pas concerné. J'ignore si les chiffres de M. Vandenaabeele sont corrects. Je crois que le problème existe. Il ne faut pas non plus stigmatiser le sport. Cela existe dans tous les milieux, où il y a des relations d'autorité enfant-adulte et je suis conscient qu'il en va de même dans le milieu sportif.

Certains de vos collègues l'ont fait remarquer, c'est un milieu très mouvant. Comment faire dans le cas d'un entraîneur qui serait pris ou accusé à Arlon. Ensuite, il se rend dans un club de Nivelles. D'un club de football, il passe à un club de triathlon. Les fédérations entre elles n'ont pas de fichier relatif aux entraîneurs, etc. Une grande partie d'entre eux sont qualifiés du point de vue pédagogique. Toutefois, que vous soyez boucher ou ancien joueur sans aucune qualification, vous pouvez très bien être recruté comme entraîneur d'un club. Il n'y a pas de labellisation de l'encadrement. C'est une question à laquelle nous travaillons, l'Europe travaille, mais le nombre des personnes et des clubs concernés est tellement important! Il importe de savoir aussi que toutes les fédérations ne sont pas sous la tutelle de ou reconnues par la Communauté française. Nous dénombrons 63 fédérations reconnues, mais il en existe d'autres plus ou moins pirates ou concurrentielles, d'autres fédérations avec lesquelles nous n'entretenons aucun contact.

Lorsqu'on s'adresse aux fédérations, aux clubs – ce à quoi nous travaillons au niveau de l'encadrement qualifié –c'est surtout l'encadrement sportif, mais aussi avec les conséquences que cela peut avoir dans la formation des moniteurs, les clubs naturellement sont très réticents, non pour des problèmes moraux qui voudraient cacher quelque chose, mais qui dit entraîneur qualifié dit rémunération supplémentaire. D'ailleurs, ils disent: "Comment voulez-vous que l'on rémunère, nous n'avons déjà pas d'argent?" Il existe des moyens. Si on payait moins les joueurs et davantage les entraîneurs, ce serait une bonne chose! Il est impossible d'imposer pour le moment à tout mouvement sportif des entraîneurs qualifiés!

Thierry Zintz: Je voudrais compléter la réponse

de M. Hamaite, en tout cas, y amener ma contribution et peut-être répondre à M. Van Hecke et M. Bracke de façon à ce qu'ils ne se méprennent pas lorsque je parle de miroir de la société.

Quand je parle de miroir de la société, je veux dire clairement que je ne vois aucune raison pour laquelle des réalités qui sont présentes dans d'autres secteurs de la société ne seraient pas présentes dans le monde du sport. Que ceci soit très clair, messieurs!

Ensuite, le collègue du *Medisch Verantwoord Sporten* a évoqué l'idée du certificat de bonnes vie et mœurs en Grande-Bretagne. Je tiens quand même à attirer votre attention sur le fait que le sport est organisé de façon très différente en Grande-Bretagne de ce qu'il est chez nous. Le sport en Grande-Bretagne se fonde bien davantage, en dehors du contexte strict de l'État, sur un fonctionnement qui est basé beaucoup plus sur des structures privées qui engagent et rémunèrent des collaborateurs. Par conséquent, le certificat de bonnes vie et mœurs peut sembler une évidence de la même façon que moi-même, comme enseignant, j'ai dû présenter un certificat de bonnes vie et mœurs quand j'ai été engagé.

A contrario, dans le monde du sport en Belgique, la part du bénévolat au niveau de l'encadrement est considérable. De la même façon qu'il est essentiel de conscientiser, de faire prendre conscience à nos bénévoles de l'importance qu'il y a à avoir un comportement éthique et responsable dans leur attitude vis-à-vis des personnes dont ils ont la charge, il y a une balance à trouver entre la responsabilisation des bénévoles et la capacité à encore convaincre des gens de s'engager dans un mouvement volontaire.

La présidente: Trouveriez-vous insensé de demander également un modèle 2 aux bénévoles, lorsqu'ils s'inscrivent auprès d'un club ou d'une fédération?

Thierry Zintz: Je ne le trouve absolument pas insensé, madame, mais je crains qu'un certain nombre de personnes nous répondraient: "je veux bien donner de mon temps mais si, en plus de cela, vous mettez 36 conditions à mon engagement, je deviens plus rétif." Si la chose était correctement présentée aux personnes qui sont prêtes à se mettre à la disposition du sport, peut-être franchirait-on ce cap de façon plus aisée. Je pense en tout cas qu'une communication de qualité à l'égard de ces gens permettrait de franchir ce pas.

Le **président**: Ce n'est pas 36 conditions! Ce n'est qu'une seule!

Thierry Zintz: Oui!

Bruno Valkeniers (VB): U zegt "peut-être". Dat wil zeggen dat u er niet van overtuigd bent dat er misschien een aantal voorwaarden moet worden opgelegd. Persoonlijk vind ik dat het er niet toe doet of een sector al dan niet een beroep doet op vrijwilligers. Dat doet er eigenlijk niet toe. Of dat nu betaalde krachten zijn of vrijwilligers, wij zitten met een probleem in de gemeenschap, een probleem dat wij binnen de perken moeten houden. Als een aantal voorwaarden moeten worden opgelegd, dan moeten die ook worden opgelegd aan de vrijwilligers. Als die vrijwilligers om die reden niet meer vrijwillig willen zijn dan is dat maar zo.

Thierry Zintz: Je prends acte de votre position, monsieur le député. Je ne suis pas en train de vous refiler la patate, comme on dit, mais je pense qu'il est évident que, à partir du moment où vous prenez une certaine responsabilité comme député, que ce soit au niveau des Communautés ou que ce soit au niveau du Parlement fédéral, il est évident que tout le monde prend en compte les décisions que vous prenez et s'y conforme.

Bruno Valkeniers (VB): Ik wil wel hoor, maar ik heb een beetje een déjà vu-gevoel wat betreft voorliggende discussie. Ik begrijp jullie standpunten. Ik herhaal het: we staan in de diaspora van de sportsector. Het is echter een beetje een déjà vu-gevoel naar de Kerk toe. Die wisten het ook niet. Daar bestond het verschil tussen enerzijds de diocesen en anderzijds de verschillende ordes die er waren. Die spraken ook niet met mekaar. Daar was ook geen eenheid. Het komt mij allemaal een beetje bekend voor. Naar mijn mening moeten in de sportsector juist een aantal maatregelen genomen worden, zodanig dat er veel meer in eenheid kan gepraat worden, en aan zaken gewerkt worden.

Cyriel Coomans: In de sportsector is men ervan overtuigd dat het in België niet anders is dan in andere landen. In Nederland heeft men 80 à 100 meldingen per jaar. In Nederland is men tien jaar bezig. Dat stopt niet aan de grenzen. Dat is een realiteit.

Waar zit het probleem? Als men hoort wat de collega's hier allemaal zeggen, denk ik dat men vanuit de top van de sportwereld wel probeert om informatie te geven en probeert om deontologische codes en dergelijke op te leggen.

Professor Maes over wie men hier gesproken heeft, is ook jaren medewerker van het Olympisch comité geweest. We hebben de Panathlon-declaratie. Op allerlei niveaus, in verschillende federaties probeert men, de één al wat meer dan de ander. Er is denk ik één probleem wat de communicatie betreft, namelijk dat er geen éénvormige communicatie is. Iedereen probeert zijn best te doen. Iedereen voelt wel aan dat er iets moet gebeuren op ethisch gebied, maar er is een grote verscheidenheid. Daar zou aan gewerkt moeten kunnen worden zodanig dat de verschillende actoren in de sport eenzijdige, dezelfde informatie bieden in plaats van een variëteit.

Er zijn twee grote problemen. Het eerste grote probleem is het volgende. Als er fouten gebeuren, gebeuren ze in de clubs zelf. Men mag in de federaties zoals bijvoorbeeld Bloso de mooiste, prachtigste beleidslijnen uitstippelen, maar als dat niet in de clubs komt, heeft het geen nut. De meeste clubs zijn trouwens kleine clubs, die om de paar jaar andere mensen en besturen hebben. De informatie krijgen waar ze moet zijn, vormt dus een heel belangrijk probleem.

Tweede groot probleem gaat over de meldpunten. Wie zijn juist de vertrouwenspersonen van de sporters? Dat zijn juist de trainers. Dat is één van de grote problemen. Ik vrees dat we hier hetzelfde gaan krijgen als in de Kerk, waarbij de sportmensen pas gaan praten wanneer ze volwassen zijn en geen contact meer hebben met de vertrouwenspersoon. We moeten dus een oplossing vinden waarbij de vertrouwenspersonen meldpunten hebben die zeer gemakkelijk bereikbaar zijn en waarbij de drempel zeer laag ligt voor degene die geconfronteerd wordt met het feit en dat hij weet waar hij naartoe kan stappen.

Als we daar een oplossing voor vinden, dan denk ik dat wij weg geraken. Want ik moet eerlijk zeggen: ik ben 17 jaar voorzitter van de Vlaamse Basketbalbond, ik heb ook nooit een melding gehad. Men gaat ze daar niet melden. Als er een probleem is, gebeurt het bij de clubs en dergelijke, en dan vernemen wij het ook via de pers. Als wij een oplossing kunnen vinden om een drempelverlaging voor een meldpunt... Men kan niet in elke sportvereniging een meldpunt hebben. Ik stel mij zelfs de vraag of men het meldpunt niet voor iedereen toegankelijk moet maken. Men kan geen meldpunten hebben voor de sportsector, voor de jeugdsector, voor alle verschillende sectoren die er zijn. Moeten we dat niet naar een lage drempel, en dan misschien op niveaus van gemeentes, OCMW's en dergelijke. Moeten we

daar niet geen oplossing vinden om daar lage drempel uit te bouwen. Want van hogerhand kan men richtlijnen geven, kan men informeren, maar de mensen moeten bij u komen. De mensen die de problemen hebben, moeten ons kunnen bereiken. We moeten zover geraken dat de mensen die problemen hebben ons bereiken. Dat is eigenlijk de grote uitdaging waar men een oplossing voor moet vinden.

Jord Vandenhoudt: Ik wil mij aansluiten inderdaad bij de bemerkingen die mijnheer Coomans gemaakt heeft omtrent de problemen om de sporter, de kleine sportclub te bereiken.

Ik wil toch benadrukken dat wij vanuit de Vlaamse Gemeenschap, weliswaar op dit moment nog achter de schermen, aan voorstellen, ideeën, maatregelen aan het werken zijn. Dat vereist nog een politieke beslissing, politieke bekrachtiging. Ik heb al een aantal zaken aangehaald. Wij willen zeker niet blind zijn voor die problematiek, maar wij zitten inderdaad vanuit het team medisch verantwoord sporten, met een klein team dat zich in eerste instantie voornamelijk bekommert om de dopingpreventie en de dopingbestrijding in Vlaanderen, en daarnaast ook voor een stuk werkt rond sportmedische keuring, sportletselpreventie en dergelijke. Vanuit dat beperkt team zitten wij inderdaad op een zekere afstand – nog verder eigenlijk dan de sportfederaties – van die sportclubs. Wij zijn niet blind voor die problematiek en wij zullen ons daarvoor openstellen. Wij gaan weliswaar een algemeen meldpunt installeren om vragen en klachten van de burger, van de sporter, te ontvangen.

Want inderdaad, die onwetendheid bestaat. Er zijn weinig cijfers, er is weinig materiaal voorhanden, ook omdat er, zoals ik in het begin van mijn toelichting heb gezegd, eigenlijk geen instantie of overheidsinstantie is die het volledige plaatje van de sportsector dekt of kan bereiken. Dus, enerzijds een algemeen meldpunt voor meer algemene ethische problemen, en daarnaast duidelijk de nadruk erop leggen dat wij ons gaan profileren als een doorverwijspunt inzake het probleem van seksueel misbruik. Daarbij zullen wij nauw gaan samenwerken met de bestaande meldpunten bij de welzijnsgerelateerde hulpverlening. Anderzijds zullen wij ons vanuit de sportsector en het sportbeleid inzetten op de preventie-instrumenten door ervoor te zorgen dat er gedragscodes zijn en dat er materiaal voorhanden is waarmee men op het terrein zelf aan de slag kan. Het is makkelijk vanuit Brussel, vanuit een ivoren toren, richtlijnen en dergelijke uit te vaardigen, maar zij moeten in de praktijk, op het

terrein, uitgevoerd worden. Ik denk dat dat een grote uitdaging is.

Een ander punt is de vraag wat er op regelgevend vlak is voorzien. Ik ben zelf geen jurist, dus ik ken ook niet alle facetten daarvan. In het decreet medisch en ethisch verantwoorde sportbeoefening is een en ander voorzien. Men responsabiliseert daar de sportsector, de sportverenigingen zelf; er moet worden voorzien in een beleid dat de fysieke en psychische integriteit van het individu bewaart. Maar er zijn op dit moment geen specifieke bepalingen of aspecten rond seksueel misbruik of zo in voorzien, of rond het feit dat men zou moeten ombudspersonen of vertrouwenspersonen verplichten binnen sportfederaties. Dus dat is iets dat vanuit onze hoek zeker op dit moment niet afdwingbaar is.

Die oefening ligt voor ons, naar aanleiding van het herwerken van het decreet medisch verantwoord sporten, inzake doping. Anderzijds zal er ook een opening zijn om het decreet gezond en ethisch sporten een aantal nieuwe elementen te geven. Ik vermoed dat dan zeker de kans er zal zijn om die zaken ter sprake te brengen. Dan zal er echter ook weer moeten worden bekeken in hoeverre dat dit gerealiseerd kan worden en haalbaar is. Dat is het standpunt dat ik als ambtenaar, en niet als politiek verantwoordelijke, kan uitdragen.

Cyriel Coomans: Ik wil graag nog antwoorden op de vraag of de mensen niet van de ene federatie naar de andere of van de ene club naar de andere zullen gaan. In Nederland is men op dit ogenblik daarmee bezig. Het Nederlands Olympisch Comité en de Nederlandse sportfederaties hebben op dit ogenblik een registratiesysteem ingevoerd. De vraag is natuurlijk in hoeverre dat de toets van de privacywetgeving kan doorstaan. Op het ogenblik dat iemand gesanctioneerd wordt, in een tuchtprocedure in een van de federaties of de clubs of door een rechtbank, dan komt hij in een databank. Alle vrijwilligersorganisaties kunnen die databank inkijken vooraleer zij iemand aanwerven. In Nederland is men dat op dit ogenblik aan het uittesten. Het zou op de algemene vergadering van 11 mei voorgelegd worden.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Ik denk dat we moeilijkheden aan het zoeken zijn.

Als trainers veroordeeld worden, moeten we dat niet in een database steken waar alle clubs toegang toe hebben. We moeten gewoon opleggen dat er een attest van goed gedrag en zeden model 2 gevraagd wordt. Anders zitten we met problemen van privacy. Dan gaan er lijsten

aangelegd worden met mensen die veroordeeld zijn, waar vermoedens over bestaan, enzovoort. Dat zal niet haalbaar zijn.

Misschien is het toch het gemakkelijkste om met een model 2 te werken en dat op te leggen. Ik merk wel wat terughoudendheid in verband met het vragen daarvan aan iedereen maar dat is toch ook een stuk kwaliteitslabel dat men kan bieden aan ouders die informeren om hun kinderen te laten sporten. Men kan dan zeggen dat alle trainers en iedereen die er werkt zo'n attest hebben. De bezorgdheid bij sportclubs is toch vaak ook dat de trainer of begeleider ook technische geschoold is. Als iemand in een turnclub een kleine van zes jaar moet helpen bij het turnen, dan zou ik toch ook graag hebben dat die leerkracht of trainer goed geschoold is en weet wat hij mag doen met mijn zoontje en wat niet. Men zal dat toch wel navragen, of men voldoende opgeleid en technisch geschoold is om dat te doen. Dan kunnen we dat tweede er ook bijvragen en hebben we geen zesendertig voorwaarden maar misschien twee, technische bekwaamheid maar ook model 2.

Cyriel Coomans: Ik droom al jaren en het is verschillende keren in publicaties vermeld dat wij een label zouden moeten hebben voor elke sportclub, een soort Michelingids met vijf, vier, drie, twee of een ster zodat een ouder die een kind naar een sportclub stuurt, weet dat hij daar opgevangen wordt. Van de scholen weet men dat gewoonlijk. Voor de sportclubs is dat moeilijker. Een kind komt vandaag thuis en wil judo gaan spelen. Men kent van judo niets als ouder en weet soms amper dat het bestaat. Waar moet men naartoe? Men geeft het kind eigenlijk aan mensen die men niet kent. Ik pleit al jaren voor een label voor jeugdclubs in de sport. De praktijk is echter niet zo eenvoudig. Het is al fantastisch moeilijk voor kleine clubs om trainers te vinden. Sportfederaties zijn nu al zo ver dat ze zeggen dat men zonder erkende trainer of geschoolde trainer geen subsidie krijgt. Het gevolg is natuurlijk dat al die erkende trainers meer geld vragen om te trainen omdat ze erkend zijn.

Het plaatje is eigenlijk niet zo eenvoudig. Stel dat we aan die mensen zouden zeggen: nu moet u dát nog doen, en dát nog doen, en dát nog doen... Als we over sportclubs praten, dan vormen de grote clubs 10 %, terwijl 90 % kleine clubs zijn. Die mogen we niet overladen met een massa aan voorwaarden, zodat we één probleem – dat wel een belangrijk probleem is – niet oplossen door een hoop andere problemen te creëren. Dan zullen nog minder mensen, vooral jeugd, aan

sport kunnen doen.

Ik begrijp de vraag. Dat zou het ideale zijn. Ik droom ervan dat men zo ver zou komen, maar in de praktijk is het niet zo eenvoudig.

Renaat Landuyt (sp.a): Mijnheer Coomans, ik deel uw invalshoek en vooral ook de bezorgdheid van de ouders. Waar kunnen zij hun kinderen veilig naartoe brengen, bij wijze van spreken. Vroeger gold die problematiek voor de scholen, nu kan dat een problematiek zijn bij sportclubs.

In uw strijd, waar u al jarenlang van droomt, is de vraag misschien wie er wat moet doen. Bijvoorbeeld, we hebben nu al een systeem van erkende trainers. Het systeem van de erkenning bestaat. Bij de erkenningsvoorwaarden kan dan toch dat attest gevoegd worden? Dat is dan wel een bevoegdheid voor de Vlaamse en de Franstalige Gemeenschap. Met enige verwondering stellen wij vast dat dit in onbruik geraakt is, omdat het voor de functie van ambtenaar wel nog gebruikt wordt, maar blijkbaar niet voor die trainers. Voor de twee genoemde gevallen gaat het mogelijk om erkende trainers. Als ik de namen lees van de clubs, dan zou het best kunnen dat het geen caféploegen zijn, maar serieuze clubs, waar vele kinderen naartoe gingen, en waar de trainer inderdaad de vertrouwensfiguur is. De eerste evidente stap lijkt mij daarom dat attest van goed gedrag en zeden, minstens voor de erkenner. Dat verandert toch niets aan de situatie. Of zie ik dat verkeerd?

Ten tweede, ik hoor u graag bezig, maar professor Vanden Auweele heeft geen getuigenis afgelegd van die bezorgdheid door het BOIC. Hij had eerder de indruk, die ook wij een beetje hadden opgedaan, dat het niet echt hun taak was.

Cyriel Coomans: Wij hebben nog een gesprek gehad met professor Vanden Auweele na de hoorzitting hier en uiteindelijk voelt hij ook aan dat het niet zo eenvoudig is. Het grote probleem is dat de mensen die problemen hebben niet op ons niveau terecht komen. Dat zal hij hier waarschijnlijk ook wel gezegd hebben.

Renaat Landuyt (sp.a): Neem nu dat ze overtuigd zijn, net zoals u overtuigd bent, dat er iets moet gebeuren. Met uw ervaring, wie zou nu wat moeten doen om de juiste stap te zetten?

Cyriel Coomans: Ik denk dat er twee zaken zijn. Wij – federaties, gemeenschappen – moeten ervoor zorgen dat er goede informatie komt, dat er een gedragscode is voor de trainers en de

mensen die wij opleiden.

Dat is de taak van de sportwereld. Daarmee bedoel ik onder andere het BOIC. Dat moeten wij samen doen. Wij zijn alleen maar bevoegd voor de nationale federaties. Dat zijn zaken die wij samen moeten doen. De Liga's moeten dit samen doen met Bloso, Adeps, de Vlaamse Sportfederatie. Wij moeten samen rond de tafel gaan zitten, net zoals wij de laatste tijd samen hebben gezeten rond dopingbestrijding. Dat is mogelijk. Dat is een eerste stap.

Dan komt er een tweede stap, maar die kunnen wij niet zetten. Men moet de oplossing vinden dat de persoon die een probleem heeft bij een vertrouwenspersoon terecht kan. Ik denk niet dat het mogelijk is dat men vanuit de overheid zegt dat elke club een vertrouwensman moet opgeven. Dat is niet werkbaar, want men loopt dan ook nog het risico dat de vertrouwensman degene is die de problemen creëert.

Er moet een systeem worden gevonden dat niet alleen van toepassing is op de sportwereld, maar ook op een heleboel andere sectoren in de maatschappij waar men met dezelfde problemen kan worden geconfronteerd. Wij moeten meldpunten hebben die heel dicht bij de bevolking staan.

Die moeten daarom niet in de sportwereld zitten, die moeten volgens mijn persoonlijke mening voor iedereen bereikbaar zijn. Als men het probleem van de Kerk naar de sport vershuift, zal men het morgen misschien verschuiven naar de jeugdbewegingen, en dan naar ergens anders. Dat is geen oplossing.

Renaat Landuyt (sp.a): Nog een praktische vraag aangezien jullie de transfer zijn voor de internationale informatie. U heeft het over de voorbeelden in Nederland. Misschien kunt u ons nog documentatie leveren over hoe men het in het buitenland aanpakt?

Thierry Zintz: Wij hebben heel wat documentatie voor u ter beschikking. Wij hebben heel wat IOC's en NOC's aangeschreven voor documentatie over hoe zij het doen.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Nog een concrete vraag. Als u zegt dat de verantwoordelijkheid voor een deel bij het BOIC ligt in samenwerking met alle andere verantwoordelijke organisaties van de gemeenschappen om een aantal zaken te doen, is het dan jullie intentie om dat heel binnenkort te

doen? Als jullie rond het dopingbeleid willen samenkomen, dan komen er vergaderingen en wordt het beleid afgestemd, hoe moeilijk de dopingstrijd ook is. Bent u bereid om op korte termijn die stappen te zetten en met iedereen rond de tafel te gaan zitten om een gemeenschappelijk beleid te kunnen uitstippelen met alle gemeenschappen en met het BOIC?

Cyriel Coomans: Het is uiteraard de bedoeling dat wij zullen proberen de actoren samen te brengen, zoals wij dat ook hebben gedaan in het kader van de dopingbestrijding: de Vlaamse Sportfederatie met de Franstalige tegenhanger. Wij kunnen alleen maar uitnodigen. Wij zijn er van overtuigd dat ze op de uitnodiging zullen ingaan.

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Wij mogen dat dus als een engagement van u beschouwen.

La présidente: On a dit oui ou on a dit non?

Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Ik zag iemand knikken en iemand niet. Het blijft stil.

Jord Vandenhoudt: Ik kan alleen maar zeggen wat wij in Vlaanderen hebben gedaan. De taalgrens is soms al wat verder. Wij kijken niet direct naar onze vrienden in de Waalse Gemeenschap. Ik denk dat wij zeker op de uitnodiging van het BOIC kunnen ingaan, maar nogmaals, wij hebben een aantal zaken in voorbereiding waarmee wij in de Vlaamse Gemeenschap aan het werk kunnen om de sportsector zelf zaken te kunnen aanreiken. Dat is voor een stuk een politieke beslissing.

Siegfried Bracke (N-VA): Mijnheer Vandenhoudt, wat is uw tijdschema in deze?

Jord Vandenhoudt: Er zijn twee gefinaliseerde nota's. Eind februari zijn die aan het kabinet bezorgd. Zij zullen daar verder worden besproken met verschillende partners.

Siegfried Bracke (N-VA): Er is geen vooropgezet tijdschema?

Jord Vandenhoudt: Nee, er is op dit moment geen echt tijdspad vooropgesteld.

Renaat Landuyt (sp.a): (...)

La présidente: Y a-t-il encore des questions? (*Non*) Alors, je vais remercier nos quatre intervenants de l'après-midi. Je vais leur demander de nous donner leurs textes et leurs documents ou de les envoyer au secrétariat pour

que, rapidement, l'ensemble des membres puissent les consulter.

Comme c'était notre dernière séance d'auditions, je voudrais remercier les journalistes qui nous ont suivis de manière assidue. En effet, il est important que les gens soient informés quant au travail de notre commission.

Sachez que vous serez invités lorsque nous voterons le rapport en commission. Par ailleurs, vous savez que ce dernier sera discuté, le 7 avril prochain, en séance plénière.

Je remercie aussi le public qui a assisté à nos travaux.

La réunion publique de commission est levée à 17.45 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.45 uur.